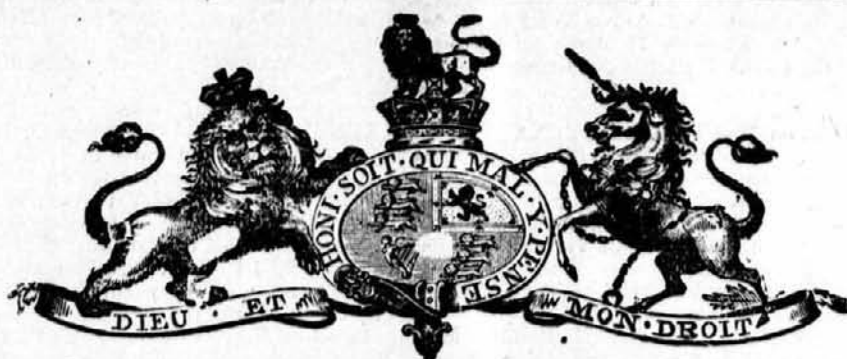




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 MAI 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi 1. jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

807

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 4 mai 1899, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District de Saguenay : M. John Joseph Whitely, de l'endroit appelé Bonne Espérance, dans le comté de Saguenay.

District de Beauharnois : M. W. H. Lefebvre, de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, (Aubrey P. O.), dans le comté de Châteauguay.

District d'Ottawa : MM. Horace Tooke, de Papineauville, et Thimothée Pierre Sabourin, de Hull, dans le comté d'Ottawa. 1743

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 4 mai 1899, de nommer MM. A. E. Poirier et R. S. Weir, tous deux avocats, de la cité de Montréal, recorders de la cité de Montréal, conformément à la loi 62 Vict., ch. 58, intitulée : "Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal," et en remplacement de M. B. A. T. de Montigny, qui a donné sa démission. 1745

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th MAY, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 808

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th May, 1899, to associate the persons whose names following to the commission of the peace for the following districts : wit :

District of Saguenay : Mr. John Joseph Whitely, of the place called Bonne Espérance, in the county of Saguenay.

District of Beauharnois : Mr. W. H. Lefebvre, of the parish of Saint Jean Chrysostôme, (Aubrey P. O.), in the county of Châteauguay.

District of Ottawa : Messrs. Horace Tooke, of Papineauville, and Thimothée Pierre Sabourin, of Hull, in the county of Ottawa. 1474

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th of May, 1899, to appoint Messrs. A. E. Poirier and R. S. Weir, both advocates, of the city of Montreal, recorders of the city of Montreal, pursuant to the act 62 Vict., ch. 58, intituled : "An Act to revise and consolidate the charter of the city of Montreal," to replace Mr. B. A. T. de Montigny, who has resigned. 1746

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 4 mai 1899, de nommer MM. Alfred Perry et Av. G. Bourbonnais, de la cité de Montréal, commissaires conjoints des incendies pour la cité de Montréal.

1759

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 4 mai 1899, de révoquer la nomination des personnes du comté de Vaudreuil, faisant partie de la commission de la paix du district de Montréal, en date du premier août 1863, en vertu de l'article 2564 des S. R. P. Q., et que les personnes portées à la liste suivante du comté de Vaudreuil, soient ajoutées à la dite commission de la paix.

Paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot.—MM. Roger Dandurand, J. Bte Péladéau, Azilda Daoust, Orphir Legault, Antoine Lalonde, Elie St Maurice, Alphonse Daoust, Joseph Leduc, fils de Michel.

Paroisse et village de Saint-Michel de Vaudreuil.—MM. Henri S. Harwood, Liboire Constant, Azilda Valois, Auguste Denis, Hormidas Pilon, Paul Denis, Ludger Castonguay et Alphonse Lalonde.

Paroisse de Saint-Lazare.—MM. Honoré Thauvette, Ozias Paiement, Louis Joseph Campeau, Joseph E. Chevrier, Henri Hodgson, Napoléon Chevrier, Ludger Brasseur.

Village de Como.—MM. W. Robert Sheperd, Joseph Davidson, A. W. Mullin, Charles Léger, A. A. Goodchild, W. F. Halcro, William Sanderson, James Park, jr., William Graham et Peter Graham.

Paroisse et village de Sainte-Magdeleine de Rigaud.—MM. Emery Lalonde, James Fletcher, Charles L. Champagne, Arthur Quesnel, Elzéar Sabourin, Archibald Bertrand, Arthur Brasseur, Joseph Lafleur, Napoléon St Julien, fils d'Edouard.

Paroisse de Sainte-Marthe.—MM. Emile Cool, Nazaire Chartrand, Thomas Burke, Albert Benjamin Grisdale, Flavien Cyr, J. Bte Brunet, William Farmer, Damase Brabant, Placide Sabourain, Dolphus Sureault.

Paroisse du Très Saint-Rédempteur.—MM. John McCabe, Dominique Tessier, Joseph Sabourain, fils de Paul, Joseph Vallée, Procul Cardinal, Napoléon Lalonde, J. Bte Aumais.

Village de Pointe Fortune.—MM. William Brown, John Middleton, William Humsley, Eustache Théoret, Dolphus Cousineau.

Paroisse de Sainte-Justine de Newton.—MM. Hilaire Cholette, M. D., Gabriel Legault, Ernest Brunet, James Barry, Evariste Lerac, Georges Desparrois et Charles Stackhouse.

1747

Proclamation

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIEME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th May, 1899, to revoke the appointment of the persons of the county of Vaudreuil, forming part of the general commission of the peace for the district of Montreal, dated the 1st August, 1863, in virtue of article 2564 R. S. P. Q., and to associate the following persons of the county of Vaudreuil, to the said commission of the peace.

1760

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th of May, 1899, to revoke the appointment of the persons of the county of Vaudreuil, forming part of the general commission of the peace for the district of Montreal, dated the 1st August, 1863, in virtue of article 2564 R. S. P. Q., and to associate the following persons of the county of Vaudreuil, to the said commission of the peace.

Parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot.—Messrs. Roger Dandurand, J. Bte Péladéau, Azilda Daoust, Orphir Legault, Antoine Lalonde, Elie St Maurice, Alphonse Daoust, Joseph Leduc, son of Michel.

Parish and village of Saint Michel de Vaudreuil.—Messrs. Henri S. Harwood, Liboire Constant, Azilda Valois, Auguste Denis, Hormidas Pilon, Paul Denis, Ludger Castonguay et Alphonse Lalonde.

Parish of Saint Lazare.—Messrs. Honoré Thauvette, Ozias Paiement, Louis Joseph Campeau, Joseph E. Chevrier, Henri Hodgson, Napoléon Chevrier, Ludger Brasseur.

Village of Como.—Messrs. W. Robert Sheperd, Joseph Davidson, A. W. Mullin, Charles Léger, A. A. Goodchild, W. F. Halcro, William Sanderson, James Park, jr., William Graham et Peter Graham.

Parish and village of Sainte Magdeleine de Rigaud.—Messrs. Emery Lalonde, James Fletcher, Charles L. Champagne, Arthur Quesnel, Elzéar Sabourin, Archibald Bertrand, Arthur Brasseur, Joseph Lafleur, Napoléon St Julien, son of Edouard.

Parish of Sainte Marthe.—Messrs. Emile Cool, Nazaire Chartrand, Thomas Burke, Albert Benjamin Grisdale, Flavien Cyr, J. Bte Brunet, William Farmer, Damase Brabant, Placide Sabourain, Dolphus Sureault.

Parish of Très Saint Rédempteur.—Messrs. John McCabe, Dominique Tessier, Joseph Sabourain, son of Paul, Joseph Vallée, Procul Cardinal, Napoléon Lalonde, J. Bte Aumais.

Village of Pointe Fortune.—Messrs. William Brown, John Middleton, William Humsley, Eustache Théoret, Dolphus Cousineau.

Parish of Sainte Justine de Newton.—Messrs. Hilaire Cholette, M. D., Gabriel Legault, Ernest Brunet, James Barry, Evariste Lerac, Georges Desparrois et Charles Stackhouse.

1748

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-nine, at

vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1331-2

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6753.

Joly.

Lot 26, du rang "H," à Chs. Martin.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 4 mai 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6754.

Chilton.

Lots 6 et 7, du 3e rang, à Louis Limoges.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 5 mai 1899.

1749

which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1332

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6753.

Joly.

Lot 26, in the range "H," to Chs. Martin.
E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 4th May, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6754.

Chilton.

Lots 6 and 7, in the 3rd range, to Louis Limoges.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 5th May, 1899.

1750

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 8 mai 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Jean des Piles, dans le comté de Champlain, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1751

No 800-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, comté de Saint-Hyacinthe, le "Village de Saint-Joseph," avec les limites qui lui sont assignées, par la proclamation du 26 septembre 1898, et l'ériger en municipalité distincte sous le nom de "Village de Saint-Joseph."

Cette érection ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain 1899. 1763

No. 2375.96

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre de Verone, comté de Missisquoi, les lots suivants, savoir : Nos, 120, 121, 122, 123, 125, 126 et 129 du cadastre, ainsi que les Nos 98 et 99 de la municipalité de Stanbridge Station, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "N. D. des Anges de Stanbridge," dans le même comté. Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1899. 1717-2

No. 150.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Christophe, comté d'Arthabaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Christophe, savoir :

Les Nos 205 jusqu'à et y compris le No 228, ainsi que les Nos 247, 248, 249, et aussi les Nos 159, 161 et 162 du dit cadastre, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Norbert, dans le même comté.

Cette délimitation ne prendra effet que le 1er juillet prochain (1899). 1667-2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 12 juin 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
12 avril 1899.

1381-5

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 8th May, 1899.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipality of Saint Jean des Piles, in the county of Champlain, to obtain the authorization to publish in french language only, all notices, by-laws or resolutions made and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the said notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1752

No. 800.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

To detach from the school municipality of Saint-Hyacinthe le Confesseur, county of Saint Hyacinthe the "Village of Sait Joseph," with the limits which are assigned to it by proclamation dated 26th September, 1898, and erect it into a distinct school municipality under the name of "Village of Saint-Joseph."

This erection to take effect only on the first of July next, 1899. 1764

No. 2375.96

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of St. Pierre de Verone, county of Missisquoi, the following lots, to wit : Nos 120, 121, 122, 123, 125, 126 and 129 of the cadastre, as well as the Nos 98 and 99 of the municipality of Stanbridge Station, and annexed them, for school purposes, to the school municipality of "N. D. des Anges of Stanbridge," in the same county. This annexation to take effect only on the 1st of July next 1899. 1718

No. 150.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Saint-Christophe, county of Arthabaska, the following lots of the cadastre of the parish of Saint-Christophe, to wit :

Nos. 205 to and comprising No. 228, as well as Nos. 247, 248, 249, and also Nos. 159, 161 and 162 of the said cadastre, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Norbert, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1899). 1668

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Hull, P. Q., on the 12th June, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
12th April, 1899.

1382

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of alide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and,

Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

803

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si n'y a pas soit de journal

moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

804

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such

publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en plus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

805-2

Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.—*Sheriff de Bedford re Gouin et al., vs. Lefeuntun et al.*, paru dans la *Gazette officielle* du 29 avril courant, il faut lire Labrecque au lieu de Labrique. 1765

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

806

Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.—*Sheriff of Bedford. re Gouin et al, vs Lefeuntun et al.*, inserted in the *Official Gazette* of the 29th of April instant, it should be read Labrecque instead of Labrique. 1766

Avis Divers

AVIS PUBLIC

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera : " The Eastern Townships Electric Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De produire, fabriquer et vendre l'électricité, la lumière électrique et autres lumières, d'acquérir, construire, entretenir et mettre en opération dans toute la province de Québec, tout ce qui est nécessaire, tel que propriété, outillage et usines pour la production, la vente, la distribution et l'approvisionnement de l'électricité de la lumière électrique et autres lumières pour éclairer, chauffer et fournir la force motrice ; de conduire telle électricité ou autre lumière sous les rues, les chemins publics, les ponts et les cours d'eau ainsi que sur les limites d'iceux et à travers ceux dans les cités, villes et autres municipalités où la compagnie poursuivra ses opérations, et à cette fin d'ériger et entretenir tous poteaux, fils, tubes et autres choses nécessaires.

(b) D'acquérir, construire, entretenir tous terrains, pouvoirs d'eau, écluses, aqueducs, canaux et constructions et de s'en servir suivant ce que la compagnie jugera nécessaire pour les dites opérations.

(c) De temps à autre d'acquérir, fabriquer et faire le commerce de toute autre nouvelle lumière ou tout autre pouvoir qui pourra être découvert ou introduit.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village d'Hatley-Nord, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social est de trente mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de six cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, in Council, for a charter incorporating by letters patent under the provisions of the " Joint Stock Companies' Incorporation Act," and amendments, the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is " The Eastern Townships Electric Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To generate, manufacture and deal in electricity and other illuminants : to acquire, construct, build and maintain and operate all necessary property, plant, and works for the production sale, distribution and supply of electricity and other illuminants for the purpose of light, heat and power, in any part of the province of Quebec ; and to conduct such electricity or other illuminant under and along the sides of, and across streets, highways, bridges and water courses of cities, towns and other municipalities where the company shall carry on its operations, and for that purpose to erect and maintain all necessary poles, wires, tubes and other appliances.

(b) To acquire, build, maintain and use all such lands and water-powers, dams, aqueducts, canals and constructions, as they may deem expedient in connection with the operations of the company.

(c) From time to time to acquire, manufacture and deal in any new illuminant or power that may be discovered or introduced.

3. The chief place of business of the said company is to be at the village of North Hatley, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock is thirty thousand dollars.

5. The number of shares is to be six hundred, and the amount of each share is to be fifty dollars.

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit :

Walter H. Coleman, ingénieur électricien, Andover, Massachusetts ; Andrew J. Gordon, gentilhomme, Hatley-Nord, Québec ; Fritz E. Lowell, commerçant, de Coaticook, Québec ; Jacob W. Barnard, commerçant de propriétés immobilières, d'Andover susdit ; John H. Champion, marchand, d'Andover, Massachusetts ; William D. Currier, marchand, de Lawrence, Massachusetts.

Les trois premiers susnommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Sherbrooke, ce sixième jour de mai mil huit quatre-vingt-dix-neuf.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs des requérants.

1771

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par les requérants ci-dessous mentionnés à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres-patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après :

1° Le nom de la dite compagnie sera (The Seven Islands Company), ("La Compagnie des Sept Iles").

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : exploiter et faire le commerce des herbes marines ; fabriquer et vendre des produits chimiques ; cultiver et faire le commerce des fruits ; exploiter des sources d'eau minérales ; acheter, louer, vendre et exploiter des terrains miniers ou propres à la culture et leurs produits, des limites à bois, des pouvoirs hydrauliques ; construire et exploiter des moulins à mouler le grain, à scier et travailler le bois, et y fabriquer des articles en bois, et la pulpe ; construire, acquérir et louer des bateaux à vapeur et autres ; faire le commerce général de toutes denrées ou marchandises quelconques.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera à Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille dollars, divisé en actions de cent dollars chacune.

5. Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit : Charles Emile Delorme et Gustave Maurice Delorme, tous deux négociants, de Montréal ; Taschereau Fortier, registrateur, de Saint-François, comté de Beauce ; Tancrède Fortier, médecin, de Sainte-Marie, comté de Beauce, et Armand Gédéon Yon, comptable de Montréal, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

BEIQUE LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 mai 1899.

1775-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera : "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandée, sont les suivants : l'encouragement de la colonisation, le défrichement et la culture des terres, le commerce des produits agricoles, naturels et manufacturés et la confection d'iceux, l'exploitation du commerce de voiturage par eau et par terre, et tout autre commerce.

3° Le siège principal des affaires de la Compagnie sera à Honfleur sur Péribonka, dans la Province de Québec.

6. The names in full, address and quality of each of the applicants are as follows :

Walter H. Coleman, electrical engineer, Andover, Massachusetts ; Andrew J. Gordon, gentleman, North Hatley, Quebec ; Fritz E. Lowell, trader, of Coaticook, Quebec ; Jacob W. Barnard, real estate dealer, of Andover aforesaid ; John H. Champion, merchant, of Andover, Massachusetts ; William D. Currier, merchant, of Lawrence, Massachusetts.

The first three of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Sherbrooke, this sixth day of May, one thousand eight hundred and ninety-nine.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for applicants.

1772

Public notice is hereby given that an application will be made by the undermentioned petitioners to His Honor the lieutenant governor in council, to obtain a charter by letters patent under the joint stock companies' act, constituting them a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of said company shall be (The Seven Islands Company), ("La Compagnie des Sept Iles").

2. The purposes for which incorporation is sought are : to exploit and deal in sea grass ; to manufacture and sell chemical substances ; cultivate and deal in fruit ; exploit mineral water springs ; buy, lease, sell and exploit mining and arable lands and their products, timber limits, hydraulic powers ; build and work grist and saw mills, and therein manufacture wooden articles and pulp ; to build, acquire and let steamboats and others ; to trade in all kinds of provisions or merchandise whatsoever.

3. The chief office of said company shall be at Montreal.

4. The amount of said company's capital stock shall be twenty-five thousand dollars, divided into shares of one hundred dollars each.

5. The names, profession and residence of the petitioners are as follows : Charles Emile Delorme and Gustave Maurice Delorme, both traders, of Montreal ; Taschereau Fortier, registrar, of Saint Francis, Beauce county ; Tancrède Fortier, physician, of Saint Mary's, Beauce county, and Armand Gédéon Yon, accountant, of Montreal, who shall be the first directors of said company.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,

Solicitors of petitioners.

Montreal, 4th May, 1899.

1776

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a granting of a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka".

2. The purposes for which its incorporation is sought are the following : the encouragement of colonization, the clearance and tillage of land, trade in agricultural, natural and manufactured products and the preparation thereof, the business of carriers on land and water, and any other trading.

3. The company's principal business place will be at Honfleur sur Péribonka, in the province of Quebec.

4° Le montant du fond social sera de la somme de \$5,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 500, et le montant de chaque action de \$10.00.

6. Les noms, professions et résidences des requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie, sont comme suit : Linière Taschereau, avocat ; Achilles Mercier, notaire ; Joseph Alfred Langlais, commerçant ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, commerçant ; Paul de Cazes, employé civil, tous de Québec, et Louis Dionne, cultivateur, de Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,
Sol. des requérants.
1479-4

Québec, 19 avril 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnées, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom incorporé de la dite compagnie sera "The Real Estate Investment Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acheter ou louer des immeubles de toute description, soit à la ville ou à la campagne, limites à bois, moulins, manufactures et pouvoirs d'eau ; de les posséder, hypothéquer, vendre, transporter et aliéner ; ériger et construire des bâtisses, accepter des stocks et obligations et en disposer, d'aucune autre corporation en paiement de telle propriété que la compagnie peut vendre ou acquérir ; emprunter de l'argent et en garantie donner des hypothèques, débetures ou autrement et faire en général toutes choses en rapport aux immeubles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant des fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cent, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Pierre Alexandre Larivière, marchand d'immeubles, du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentleman ; Henry C. Bellew, courtier d'assurance ; Joseph A. Leguerrier, constructeur et entrepreneur, tous trois de la cité de Montréal, et John Matthew Nunns, entrepreneur, du village de Melbourne, tous sont sujets de Sa Majesté.

Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs des requérants.
1463-4

Montréal, 18 avril 1899.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, statuts révisés de la province de Québec, section 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1. Le nom collectif de la compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie de Trois-Rivières."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est l'impression et la publication d'un ou de plusieurs papiers nouvelles et de faire des jobs d'imprimerie.

3. La principale place d'affaires de la dite com-

4. The amount of the capital stock will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be 500 and the amount of each share \$10.00.

6. The names, professions and residences of the petitioners, who are all subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company, are as follows : Linière Taschereau, advocate ; Achilles Mercier, notary ; Joseph Alfred Langlais, trader ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, trader ; Paul de Cazes, civil service employee, all of Québec, and Louis Dionne, farmer, of Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,
Sol. of petitioners.
1480

Quebec, 19th April, 1899.

Notice is hereby given that an application will be made by the petitioners hereinafter mentioned to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter by letters patent, under the "Incorporation of Joint Stock Companies' Act," constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Real Estate Investment Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to buy or lease real estate of any description, whether in town or country, timber limits, mills, factories and water powers ; to hold the same, to mortgage, sell, transfer and alienate the same ; to erect and construct buildings ; to accept, and dispose of stocks and bonds of any other corporation in payment of such property as the company may sell or acquire ; to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise ; and to engage generally in all undertakings relating to real estate.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names, addresses and callings of the petitioners are as follows :

Pierre Alexandre Larivière, dealer in real estate, of the village of Melbourne, in the district of Saint-François ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentleman ; Henry C. Bellew, insurance broker ; Joseph A. Leguerrier, builder and contractor, all three of the city of Montreal, and John Matthew Nunns, contractor, of the village of Melbourne, all being subjects of Her Majesty.

The first named three of whom shall be the first directors of the company.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for petitioners.
1464

Montreal, 18th April, 1899.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation Act, revised statutes of the province of Québec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Three Rivers Printing Company."

2. The object for which incorporation is sought is the printing and publication of one or more newspapers and doing printing work.

3. The said company's principal place of business

pagnie, sera dans la cité de Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4. Le montant proposé du fonds social sera de cinq mille piastres (\$5,000.).

5. Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de cinq piastres (\$5.00).

6. Les noms, qualités et états, professions des requérants sont comme suit : Richard S. Cooke, avocat ; Louis Brunelle, marchand ; F. Siméon Tourigny, avocat ; Alexander Houlston, avocat ; Narcisse Grenier, avocat ; Pierre Albert Drolet, marchand de gros, tous de la cité de Trois-Rivières, dans la province de Québec, qui tous sont auets de S. Majesté et devront être les premiers directeurs de la dite compagnie.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 26 avril 1899. 1573 3

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une licence a été accordée par l'Honorable Secrétaire Provincial, à The Birkbeck Investment Security and Savings Company, de Toronto, pour faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements, dans la province de Québec.

Le principal agent et procureur de la compagnie dans la province de Québec est James W. Mills, de la cité de Montréal.

F. W. G. FITZGERALD,
Secrétaire.
1431-4

30 mars 1899.

CHEMIN DE FER QUEBEC-CENTRAL

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec-Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie No 5, rue Great Winchester, E.C., lundi, le 5e jour de juin 1899, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes au 31 décembre 1898, et pour l'élection des directeurs. Les livres de transfert seront fermés depuis lundi, le 29e jour de mai jusqu'à lundi, le 5e jour de juin, ces deux jours inclus.

Les porteurs de débentures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C.
29 avril 1899. 1541

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL

Avis est par le présent donné que les assemblées spéciales générales des porteurs d'obligations comportant première hypothèque, des porteurs de débentures et des actionnaires du chemin de fer Québec Central auront lieu à Londres, dans les bureaux de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, E. C., lundi, le 5e jour de juin 1899, aux temps suivants : les porteurs d'obligations comportant première hypothèque à midi vingt minutes, les porteurs de débentures à midi vingt-cinq minutes, et les actionnaires à midi et demi de l'après-midi, dans le but d'approuver la conduite des directeurs suivant leur dis-

will be in the city of Three Rivers, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock will be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The number of shares will be one thousand, and the value of each share five dollars (\$5.00).

6. The names, residence, qualities and callings of the petitioners are as follows : Richard S. Cooke, advocate ; Louis Brunelle, merchant ; F. Siméon Tourigny, advocate ; Alexander Houlston, advocate ; Narcisse Grenier, advocate ; Pierre Albert Drolet, wholesale merchant, all of the city of Three Rivers, in the province of Quebec, who are all british subjects and will be the first directors of the said company.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for petitioners.

Three Rivers, 26th April, 1899. 1574

NOTICE.

Notice is hereby given that a license has been granted by the Honourable the Provincial Secretary to the Birkbeck Investment Security and Savings Company, of Toronto, to transact the business of a loan and investment company, in the province of Quebec.

The principal agent and attorney of the company in the province of Quebec is James W. Mills, of the city of Montreal.

F. W. G. FITZGERALD,
Secretary.
1432

30th March, 1899.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the Company, No.5, Great Winchester street, E. C., on Monday, 5th June, 1899, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1898, and to elect directors. The transfer books will be closed from Monday, 29th May, to Monday, 5th June, both days inclusive.

Income bondholders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the Company, No.5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester Street,
London, E. C.
29th April, 1899. 1542

QUEBEC CENTRAL RAILWAY

Notice is hereby given that special general meetings of the prior lien bondholders, the income bondholders and the shareholders of the Quebec Central Railway will be held in London at the offices of the company, No 5, Great Winchester street, E. C., on Monday, 5th June, 1899, at the following times, namely : prior lien bondholders at twenty minutes past twelve income Bondholders at twenty-five minutes past twelve, and shareholders at half past twelve in the afternoon, for the purpose of sanctioning the exercise by the directors at their discretion of all or any of the powers conferred by the "Quebec

création de tous ou aucun des pouvoirs accordés par l'Acte du Chemin de fer Québec-Central, 1899", lequel a été sanctionné le 10 mars 1899.

Par ordre
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.
1539

29 avril 1899.

Canada,
Province de Québec,
District de St-François }
No 101. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Aglaé L'Hébreux, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Pierre Jalbert, entrepreneur de pompes funèbres et sellier, du même lieu, son époux, après autorisation judiciaire à cet effet.

CAMPBELL & DESCHAMPS,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 13 avril 1899. 1411-4

AVIS

Dame Odila Brisson, de la paroisse de Saint Pierre les Becquets, district des Trois-Rivières, a institué ce jour, en cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Octave Beaudet, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.
Trois-Rivières, 13 avril 1899. 1415-5

Province de Québec,
District de Bedford. }
No 6471. } *Cour Supérieure.*

Dame Cora-May Sears, du canton de Standbridge, dans le district de Bedford, épouse d'Alexander Ray, du même lieu, fabricant de beurre et de fromage, et la dite Cora-May Sears, dûment autorisée à ester en justice en cette cause,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Alexander Ray, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

S. CONSTANTINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 13 mars 1899 1347-5

Province de Québec,
District de Beauharnois. }
No 504. } *Cour Supérieure.*

Dame Alphonsine Bergevin, de la ville de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Césaire Langlois, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Césaire Langlois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Beauharnois, 5 avril 1899. 1345-5

Province de Québec,
District de Montréal. }
No 1295. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie A. Normandin a poursuivi, ce jour, Joseph A. Martin, son mari, en séparation de biens.

BERARD & BRODEUR,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1899. 1365-5

Central Railway Act 1899", which received the Royal Assent on 10th March, 1899.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.
1540

29th April 1899.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. }
No. 101. } *Superior Court.*

Dame Marie Aglaé L'Hébreux, of the village of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, has this day, instituted an action for separation as to property against Pierre Jalbert, undertaker and saddler, of the same place, her husband, after being judicially authorized.

CAMPBELL & DESCHAMPS,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 13th April, 1899. 1412

NOTICE

Dame Odila Brisson, of the parish of Saint Pierre les Becquets, district of Three Rivers, has, this day, instituted in the superior court of the said district, an action for separation as to property against her husband, Octave Beaudet, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 13th April, 1899. 1416

Province of Quebec,
District of Bedford. }
No 6471. } *Superior Court.*

Dame Cora-May Sears, of the township of Standbridge, in the district of Bedford, wife of Alexander Ray, of the same place, butter and cheese manufacturer, and the said Cora-May Sears, duly authorized to sue herein,
Plaintiff ;

vs.
The said Alexander Ray, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the defendant.

S. CONSTANTINEAU,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 13th March, 1899. 1348

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No 504.

Dame Alphonsine Bergevin, of the town of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Césaire Langlois, hotel keeper, of the same place, and duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs.
The said Césaire Langlois, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

L. J. PAPINEAU,
Attorney for plaintiff
Beauharnois, 5th April, 1899. 1346

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1295.

Dame Marie A. Normandin, has, to-day, sued her husband, Joseph A. Martin, for separation of property.

BERARD & BRODEUR,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1899. 1366

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.
No. 165.
Dame Alphonsine Lavigne, de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Alphonse Valiquette, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs.
Le dit Alphonse Valiquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.
RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1899. 1377-5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.
No. 323.
Dame Rose Delima Joly, de la cité et du district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Garneau, horloger, du même lieu, dûment autorisée par un juge de la cour supérieure, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son mari.
BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST-GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 avril 1899. 1641-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce.
No. 2879.
Dame Alvine Giasson, épouse de Joseph Pelchat, marchand, de la paroisse de Saint-Joseph, district de Beauce,
Demanderesse ;
vs.
Le dit Joseph Pel chat, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.
S. THEBERGE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 1er mai 1899. 1643-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec.
No. 2152.
Dame Emilie Vermette, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Paul Parent, plombier, dûment autorisée par l'un des juges de cette cour, à l'effet des présentes,
Demanderesse ;
vs.
Le dit Paul Parent, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.
ROBITAILLE & ROY,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 15 avril 1899. 1737-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.
No. 131.
Dame Delima Longpré, de Saint-Léonard, Port Maurice, district de Montréal, épouse commune en biens d'Ovide Colletterte, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs.
Ovide Colletterte, commerçant, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens fut intentée, ce jour, contre le défendeur.
LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 10 avril 1899. 1723-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe
No. 65.
Dame Emélie Godin, Demanderesse ;
vs.
Hormisdas St-Germain, Défendeur.
Dame Emélie Godin, épouse de Hormisdas St-Germain, cultivateur, de St-Théodore d'Acton, dit

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.
No. 165.
Dame Alphonsine Lavigne, of Montreal, said district, wife common as to property of Alphonse Valiquette, merchant, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;
vs.
The said Alphonse Valiquette, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.
RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th March, 1899. 1378

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.
No. 323.
Dame Rose Delima Joly, of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Garneau, jeweler, of the same place, duly authorized by a judge of the superior court, has, this day, taken an action in separation as to bed and board from her husband.
BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST-GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th April, 1899. 1642

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce.
No. 2879.
Dame Alvine Giasson, wife of Joseph Pelchat, merchant, of the parish of Saint Joseph, district of Beauce,
Plaintiff ;
vs.
The said Joseph Pelchat, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause.
S. THEBERGE,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 1st May, 1899. 1644

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec.
No. 2152.
Dame Emilie Vermette, of the city of Quebec, wife in community of property of Paul Parent, plumber, duly authorized to sue, by one of the honorable judges of said superior court, Plaintiff ;
vs.
The said Paul Parent, Defendant.
A suit for separation of property has, this day, been instituted in this cause.
ROBITAILLE & ROY,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 15th April, 1899. 1738

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.
No. 131.
Dame Delima Longpré, of Saint Léonard, Port Maurice, district of Montreal, wife common as to property of Ovide Colletterte, trader, of the same place, and duly authorized to sue, Plaintiff ;
vs.
Ovide Colletterte, trader, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.
LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 10th April, 1899. 1724

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinth.
No. 65.
Dame Emélie Godin, Plaintiff ;
vs.
Hormisdas St-Germain, Defendant.
Dame Emélie Godin, wife of Hormisdas St-Germain, farmer, of St. Théodore d'Acton, said district

district, a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur en cette cause, le 4 avril 1899. La dite Emelie Godin dûment autorisée à ester en justice.

BEAUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

St-Hyacinthe, 25 avril 1899.

1583-3

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 345.

Dame Césarie Ducharme, de la paroisse de Saint-Théophile, épouse de Olivier Lamothe, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Olivier Lamothe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

R. S. COOKE,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 21 avril 1899.

1517-3

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 6404.

Dame Rosana Forget, du canton de Stuckley, dans le district de Bedford, épouse dûment autorisée à ester en justice, de Magloire Fleurent, fils, du même lieu, fabricant de fromage et cultivateur. Demanderesse ;

vs.

Le dit Magloire Fleurent, fils, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. SIMARD,

Procureur de la demanderesse.

23 novembre 1898.

1531-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Montréal. }
No 997.

Dame Helen Kisson Lloyd, épouse commune en biens de Horace Benjamin Lambe, des cité et district de Montréal, épicière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Horace Benjamin Lambe, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la susdite cause.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 avril 1899.

1585-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Bedford. }
No. 6464.

Dame Ruth Elizabeth England, du village de Dunham, dans le district de Bedford, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari John F. Guillet, du même lieu.

GEORGE B. BAKER,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 4 mars 1899.

1631-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 1781.

Dame Marie Rose de Lima Desautels, épouse commune en biens de Joseph Jacob, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Jacob, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1899.

1433-4

has instituted an action for separation of property against the defendant in this cause, on the 4th of April, 1899. The said Emelie Godin duly authorized to sue.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

St. Hyacinth, 25th April, 1899.

1584

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 345.

Dame Césarie Ducharme, of the parish of Saint-Théophile, wife of Olivier Lamothe, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Olivier Lamothe, Defendant.
An action in separation of property has been instituted this day.

R. S. COOKE,

Attorney for the plaintiff.

Three Rivers, 21st April, 1899.

1518

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 6404.

Dame Rosana Forget, of the township of Stuckley, in the district of Bedford, wife duly authorized to ester en justice, of Magloire Fleurent, fils, of the same place, cheese maker and farmer. Plaintiff ;

vs.

The said Magloire Fleurent, fils, Defendant.
An action en séparation de biens, has been instituted in this cause.

J. A. SIMARD,

Attorney for plaintiff.

23rd November, 1898.

1532

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 997.

Dame Helen Kisson Lloyd, wife common as to property of Horace Benjamin Lambe, of the city and district of Montreal, grocer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Horace Benjamin Lambe, of the same place, Defendant.
An action in separation of property has been, this day, instituted in the above case.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th April, 1899.

1586

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 6464.

Dame Ruth Elizabeth England, of the village of Dunham, in the district of Bedford, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband John F. Guillet, of the same place.

GEORGE B. BAKER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 4th March, 1899.

1632

Province of Quebec. } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1781.

Dame Marie Rose de Lima Desautels, wife common as to property of Joseph Jacob, contractor, both of the city of Saint Henry, district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Jacob, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1899.

1434

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No. 2497.

Dame Philomène Gagné, de la paroisse de Saint-Moise, district de Rimouski, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, François Saucier, agriculteur, du même lieu.

TESSIER & FISET,
Avocats de la demanderesse.
Rimouski, 4 avril 1899. 1425-4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 45.

Avis est par le présent donné que, Etienne Mignault, commerçant, de Saint-Charles, dit district, a fait cession de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, le 3^{ème} jour de mai 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
Avocats du gardien provisoire,
Saint-Hyacinthe, 5 mai 1899. 1753

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re Louis Shindler, Montréal, Insolvable.
Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 29 mai 1899.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.
Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 13 mai 1899. 1755

Dans l'affaire de Elzéar Marois, de Québec, Failli.

Avis public est par le présent donné que j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dans mon bureau sous 30 jours.

D. ARCAND,
Curateur.
74, rue St-Pierre.
Québec, 6 mai 1899. 1757

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Chicoutimi. }

Dans l'affaire de Adélard Tremblay, marchand, Normandin, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 8^{ème} mai 1899, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs conjoints.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 mai 1899. 1775

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Dans l'affaire de W. H. Childs & Fils, boulangers, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 3 mai 1899, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Province of Quebec. }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 2497.

Dame Philomène Gagné, of the parish of Saint Moïse, district of Rimouski, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, François Saucier, farmer, of the same place.

TESSIER & FISET,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 4th April, 1899. 1426

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No 45.

Notice is hereby given that, Etienne Mignault, trader of Saint Charles, said district, has made a abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 3rd day of May, 1899, at the prothonotary's office for the superior court of the district of Saint Hyacinth.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
Attorneys of the provisional guardian.
Saint Hyacinth, 5th May, 1899. 1754

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Louis Shindler, Montreal, Insolvent.
A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 29th May, 1899.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.
Office of Kent & Turcotte,
97 St. James street,
Montreal, 13th May, 1899. 1756

In the matter of Elzéar Marois, Quebec, Insolvent.

Public notice is hereby given that I have been appointed curator in this matter.

Creditors are required to file their claims at my office within thirty days.

D. ARCAND,
Curator.
74, St. Peter St. Quebec.
Quebec, 6th May, 1899. 1758

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Chicoutimi. }

In the matter of Adélard Tremblay, merchant, Normandin, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 8th May, 1899, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

PARADIS & JOBIN,
Joint curators.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 10th May, 1899. 1776

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

In the matter of W. H. Childs & Son, bakers, Québec, Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated May 3rd, 1899, we have been appointed curators to this matter.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 10 mai 1899.

1773

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Elie Girard, de Notre-Dame de
Laterrière, manufacturier.

Avis public est par les présentes donné que le dit Elie Girard a fait ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district.

EDOUARD LEMIEUX,
Gardien provisoire.

Chicoutimi, 3 mai 1899.

1741

Règles de Cour

Canada, }
Province de Québec, } *Cour de Circuit*
District de Québec. }
No. 277.
Joseph, de Québec, marchand de tabacs,
Demandeur ;
vs.
Léon Lebel, de Rimouski, Défendeur ;
et
Michel Ringuet, de la ville de Saint-Germain de
Rimouski, marchand,
Opposant au marc la livre.

Avis est par les présentes donné, en vertu d'un jugement de cette cour, rendu le 18 mars 1899, à tous les créanciers du défendeur, d'avoir à produire au greffe de cette cour leurs réclamations contre lui, accompagnées d'un état de compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile de la province de Québec, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

POULIOT & DRAPEAU,
Procs. de l'opposant.

Québec, 8 avril 1899.

1761

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 3024.
Le 2 mai 1899.

Présent : L'hon. Chs. C. de Lorimier, J. C. S.
Euclide Lachapelle, marchand de chaussures, de la
ville de Joliette, Demandeur ;

vs.
Dame Alma Chevalier, veuve de feu Charles Laporte, en son vivant orfèvre et bijoutier, de la dite ville de Joliette, et y faisant commerce de bijouterie, orfèvrerie et horlogerie, sous la raison sociale de "Charles Laporte & Cie,"
Défenderesse.

Il est ordonné sur motion de M. F. O. Dugas, avocat et procureur du demandeur, exposant :

1° Qu'à la suite de la vente des biens meubles de la défenderesse saisis en cette cause, il a été produit de la part de MM. Arsène A. Larocque et Joseph-Adolphe Renaud, une opposition afin de conserver sur les deniers représentant le produit de la dite vente.

2° Que les dits opposants allèguent la déconfiture de la défenderesse, et demandent à être colloqués au marc la livre, avec les autres créanciers de la défenderesse.

Que les créanciers de la défenderesse soient appelés à produire dans les délais prescrit par la loi

All persons having claims against this matter are requested to file them within thirty days from this date.

PARADIS & JOBIN,
Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 10th May, 1899.

1774

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
In the matter of Elie Girard, of Notre Dame of
Laterrière, manufacturer.

Public notice is hereby given that the said Elie Girard, has to-day, made a abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of the superior court of this district.

EDOUARD LEMIEUX,
Provisional guardian.

Chicoutimi, 3rd May, 1899.

1742

Rules of Court

Canada, }
Province of Quebec, } *Circuit Court.*
District of Quebec. }
No. 277.
Joseph, of Quebec, tobacco merchant,
Plaintiff ;
vs.
Leon Lebel, of Rimouski, Défendant ;
and
Michel Ringuet, of the town of Saint Germain of
Rimouski, merchant,
Opposant so much in the pound.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment of this court, rendered the 18th March, 1899, to all the creditors of the defendant, to file their claims, accompanied with a sworn statement or account, at the office of the said court, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil procedure of the province of Quebec, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

POULIOT & DRAPEAU,
Attorneys for opposant.

Quebec, 8th April, 1899.

1762

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3024.

The 2nd of May, 1899.

Present :—The Hon. Chs. C. de Lorimier, J. S. C.
Euclide Lachapelle, dealer in shoes, of the town of
Joliette, Plaintiff ;

vs.
Dame Alma Chevalier, widow of the late Charles Laporte, in his lifetime goldsmith and jeweller, of the said town of Joliette, and doing business as goldsmith, jeweller and watchmaker, under the style and firm of "Charles Laporte & Co.,"
Defendant.

It is ordered on motion of Mr. F. O. Dugas, advocate and attorney of the plaintiff, setting forth.

1. That as proceeds of the sale of the moveable effects of the defendant seized in this cause, there has been filed on behalf of Messrs Arsene A. Larocque and Joseph Adolphe Renaud, an opposition for payment on the money representing the proceeds of the said sale.

2. That the said opposants allege the insolvency of the defendant, and ask to be colloated at *pro rata* (au marc la livre), with the other creditors of the defendant.

That the creditors of the defendant be called on to file within the delay fixed by law, the claims which

les réclamations qu'ils peuvent avoir contre la défenderesse, et que les deniers rapportés soient distribués suivant la loi.

Par ordre,

McCONVILLE & DUCHARME.

Vraie copie.

P. C. S.
1715-2

they may have against the defendant, and that the moneys levied be distributed in due course of law.

By order,

McCONVILLE & DUCHARME,

True copy.

P. S. C.
1716

Ratification

AVIS PUBLIC.

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que, conformément aux articles 5727 B et 5727 C, du statut 60 Vict., chap. 49, l'acte de vente des immeubles vendus à l'enchère le 4 avril 1899, a été déposé à mon bureau pour ratification, suivant la loi, ainsi que le certificat du registrateur. Par le certificat d'enregistrement il appert :

1° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de ferme Eskiminac, et consistant dans les lots de terre Nos. un, deux, trois, quatre et cinq, du township Angers, dans le comté de Bonaventure, ont été Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier et Théodore Nadeau, ces trois derniers faisant affaires sous le nom de Maria Pulp & Lumber Co., et la Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de Green Point, dans la paroisse de Sainte-Brigitte de Maria, comté de Bonaventure, et formé de partie des numéros suivants du cadastre de la susdite paroisse, savoir : Nos. 49, 50, 51 E ; 49, 50, 51 F ; 52, 53 A ; 52, 53 B ; 52, 53 D ; 54 A ; 55 B ; 56 A ; 56 B ; 58 A ont été les personnes suivantes : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr et al, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALFRED LEMIEUX,
Liquidateur.

Bureau : People's Chambers,
No. 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 12 mai 1899.

1721

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.—Comté de Mégantic.

Arthabaska, à savoir : **J**OSEPH CHATEAU-NEUF, Demandeur ;
No. 6474. **J** contre LA COMPAGNIE D'ASBESTE DE THETFORD, Defenderesse.

Tout ce certain morceau de terre sis, situé et étant dans le canton de Thetford, et plus particulièrement connu et désigné comme étant le lot numéro six, du cinquième rang du dit canton de Thetford, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus construites, à l'exception de la maison construite sur la partie sud-ouest du dit lot, avec ensemble cinquante pieds de terre en largeur sur cent pieds de profondeur, à être pris où la dite maison se trouve érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Marie de Thetford, le VINGT-

Ratification

PUBLIC NOTICE.

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

In liquidation.

Notice is hereby given that, pursuant to articles 5727 B and 5727 C, of the statute 60 Vict., chap. 49, the deed of sale of the immovables sold by auction on the 4th of April, 1899, has been filed in my office for ratification, according to law, as also the registrar's certificate. By the registry certificate it appears :

1. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of the Eskiminac Farm, and consisting of the lots of land Nos. one, two, three, four and five, of the township Angers, in the county of Bonaventure, were Jean Chrysostôme Langelier, Adolphe Charlebois, J. Misael Fortier and Théodore Nadeau, the three latter carrying on business under the name of Maria Pulp & Lumber Co., and the Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of Green Point, in the parish of Sainte-Brigitte de Maria, county of Bonaventure, and made up of part of the following cadastral numbers of the said parish, to wit : Nos. 49, 50, 51 E ; 49, 50, 51 F ; 52, 53 A ; 52, 53 B ; 52, 53 D ; 54 A ; 55 B ; 56 A ; 56 B ; 58 A were the following : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, George Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr et al, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALF. LEMIEUX,
Liquidator.

Office : People's Chambers,
No. 125, Saint Peter street.
Quebec, 12th May, 1899.

1722

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—County of Mégantic

Arthabaska, to wit : **J**OSEPH CHATEAUNEUF, No. 6474. **J** Plaintiff ; against THE THETFORD ASBESTOS COMPANY, Defendant.

All that certain track or parcel of land situate, lying and being in the township of Thetford, and more particularly known and designated as being the lot number six, in the fifth range of the said township of Thetford, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—together with the buildings thereon erected, except the house erected on the south west part of said lot, together with fifty feet of land in width by one hundred feet in depth, to be taken where the said house is erected.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Marie of Thetford, on the TWEN-

TROISIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 19 avril 1899. 1435-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } OMER GOUIN ET AL.,
District de Bedford. } Demandeurs; contre les
No 377. } terres et tenements de YVES
ALIAS YVON LEFEUNTUN ET AL., Défendeurs.

Cette terre située dans le canton de Milton, dans le district de Bedford, dans la province de Québec, formant partie du dixième rang du dit canton, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Valérien, comme lots numéros quatre cent six (406) et quatre cent douze (412), contenant environ soixante et dix arpents en superficie, ayant quinze arpents de largeur sur quatre arpents et demi de profondeur, joignant au sud les terres de Louis Saint-Armand, du côté nord, celle de Louis Adam, d'un côté le chemin public, de l'autre côté, la terre de Eusèbe Labrecque—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valérien, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 21 avril 1899. 1555
[Première publication, 29 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } DAME DENISE LABRIE,
No 357. } BRIE, d'Hébertville,
rentière, veuve de feu Remy Hudon, en son vivant,
du même lieu, marchand. Demanderesse; contre
FRANÇOIS BERGERON, ci-devant de Saint-Joseph d'Alma, maintenant des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

1. Une terre comprenant la juste moitié sud du lot de terre numéro trente-sept du sixième rang du canton de Labarre, dans la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, de cinquante acres en superficie, plus ou moins; bornée en front au cinquième rang, en profondeur au septième rang, joignant au nord à l'autre moitié du lot et au sud au lot numéro trente-six—avec ensemble les bâties dessus construites; laquelle terre est maintenant désignée sous le numéro trente-sept a (37a), du dit 6me rang du Canton de Labarre au cadastre officiel de ce canton, sauf a

TY-THIRD day of MAY next, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 19th April, 1899. 1436
[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, } OMER GOUIN ET AL.,
District of Bedford. } Plaintiffs; against the
No. 377. } lands and tenements of
YVES ALIAS YVON LEFEUNTUN ET AL., Defendants.

That certain land situated in the township of Milton, in the district of Bedford, in the province of Quebec, forming part of the tenth range of the said township, and now known on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Valerien, as lots numbers four hundred and six (406) and four hundred and twelve (412), containing about seventy arpents in superficies, being fifteen arpents in width by four and one half arpents in length, joining to the south the lands of Louis Saint Armand, at the north side, that of Louis Adam, at one side the public road, at the other side the land of Eusèbe Labrecque—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parish church door of Saint Valerien, in the county of Shefford, and district of Bedford, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON.

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 21st April, 1899. 1556
[First published, 29th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } DAME DENISE LABRIE,
No. 357. } of Hébertville, rentière,
widow of the late Remy Hudon, in his lifetime of the same place, merchant. Plaintiff; against FRANÇOIS BERGERON, formerly of Saint Joseph d'Alma, now of the United States of America, Defendant.

1. A land comprising the exact south half of the lot of land number thirty-seven of the sixth range of the township of Labarre, in the parish of Saint Joseph d'Alma, of fifty acres in area, more or less; bounded in front by the fifth range, in depth by the seventh range, on one side to the north by the other half of the lot, and on the south by lot number thirty-six—together with the buildings thereon erected; which land is now designated as number thirty-seven a (37a), of the said 6th range of the township of Labarre on the official cadastre of this

distraire l'emplacement appartenant à Joseph Audet, contenant environ les trois-quarts d'un arpent en superficie formant une pointe renfermée entre la clôture de ligne entre le dit Joseph Audet et le terrain sus décrit, ainsi que les bâties érigées sur cet emplacement.

2° Le lot de terre numéro trente-sept du septième rang du canton de Labarre de la contenance de cent acres en superficie—avec les bâties, circonstances et dépendances étant le numéro trente-sept (37), du septième rang susdit d'après le dit cadastre du canton de Labarre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Joseph d'Alma, le QUATORZIÈME jour du mois de JUIN prochain, à MIDI.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 8 mai 1899. Shérif. 1777
[Première publication, 13 mai 1899.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, à savoir : No 1471. **WILLIAM LAW MCKENZIE**, du canton de New Richmond, marchand, Demandeur ; vs. les terres et tenements de **ELZEAR DESCHENE**, du susdit canton de New Richmond, cultivateur, Défendeur.

Un morceau de terre dans le troisième rang du canton de New Richmond, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, ayant environ un acre et demi de terre de front sur la profondeur du dit rang ; borné en front par le deuxième rang, en arrière par le chemin divisant les troisième et quatrième rangs, à l'est par George Cyr, et à l'ouest par Alfred LeBlanc—ensemble avec une maison, grange et autres bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saints Anges Gardiens de Cascapédiac, dans le canton de New Richmond, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain (1899), à DEUX heures de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD.

Bureau du Shérif, New Carlisle, 11 avril 1899. Shérif, C. B. 1427-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : **DAME FLORENCE E. No. 1034** } **DAME FLORENCE E. ROE ET VIR**, Demandeurs ; contre **LOUIS GAMACHE**, Défendeur.

Un terrain situé dans la concession sud-ouest de la deuxième Grande Ligne, dans la paroisse de Saint-Blaise, faisant autrefois partie de la paroisse de Saint-Valentin, dans le district d'Iberville, de la contenance de neuf arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, connu et désigné aux

township. Saving and excepting the lot belonging to Joseph Audet, containing about three quarters of an arpent in area, forming a point comprised between the line fence between the said Joseph Audet and the lot hereinabove described, as also the buildings erected on this lot.

2. Lot of land number thirty-seven of the seventh range of the same township of Labarre, containing one hundred acres in area—with the buildings, circumstances and dependencies, being number thirty-seven (37), of the 7th range aforesaid on the said cadastre of the township of Labarre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma, on the FOURTEENTH day of the month of JUNE next, at NOON.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Chicoutimi, 8th May, 1899. Sheriff. 1778
[First published, 13th May, 1899.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, to wit : No. 1471. **WILLIAM LAW MCKENZIE**, of the township of New Richmond, merchant, Plaintiff ; vs. the lands and tenements of **ELZEAR DECHENE**, of the aforesaid township of New Richmond, farmer, Defendant.

A certain piece or portion of land in the third range of the township of New Richmond, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, being about one and one half acre of land in front by the depth of the said range ; bounded in front by the second range, in rear by the road dividing the third and fourth ranges, on the east by George Cyr, and on the west by Alfred LeBlanc—together with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saints Anges Gardiens de Cascapédiac, in the township of New Richmond, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of MAY next ensuing (1899), at the hour of TWO in the afternoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, New Carlisle, 11th April, 1899. Sheriff, C. B. 1428
[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint John, to wit : **DAME FLORENCE E. No. 1034** } **DAME FLORENCE E. ROE ET VIR**, Plaintiffs ; against **LOUIS GAMACHE**, Defendant.

A piece of ground situated in the south west concession of the second Grand Line, in the parish of Saint Blaise, formerly forming part of the parish of Saint Valentin, in the district of Iberville, containing nine arpents in width by twenty-eight arpents in depth, known and designated on the

plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Valentin sous partie nord-ouest du lot numéro deux cent trente-neuf (partie du No. 239) de la contenance de deux arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur ; bornée la dite partie du dit lot No. 239, au sud-est par le résidu du dit lot No. 239, au sud-ouest par le lot No. 243, au nord-ouest par le No. 240, et au nord-est par le chemin public de la dite deuxième ligne, sous le lot numéro deux cent quarante (No. 240) et sous partie sud-est du lot numéro deux cent quarante et un (partie du No. 241) de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur ; bornée la dite partie du dit lot No. 241, au sud-est par le dit lot No. 240, au sud-ouest par le dit lot No. 243, au nord-ouest par le résidu du lot No. 241, et au nord-est par le dit chemin public—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Blaise, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 12 mai 1899.

[Première publication, 13 mai 1899.]

Shérif.
1779

official plan and book of reference of the said parish of Saint-Valentin, under the north western part of the lot number two hundred and thirty-nine (part of No. 239), containing two arpents in width by twenty-eight arpents in depth ; bounded the said part of the said lot No. 239, to the south east by the remainder of the said lot No. 239, to the south west by the lot No. 243, to the north west by the lot No. 240, and to the north east by the public road of the said second Grand Line, under the lot number two hundred and forty (No. 240) and under the south eastern part of the lot number two hundred and forty-one (part of No. 241), containing three arpents in width by twenty-eight arpents in depth ; bounded the said part of the said lot No. 241, to the south east by the said lot No. 240, to the south west by the said lot No. 243, to the north west by the remainder of the said lot No. 241, and to the north east by the said public road—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Blaise aforesaid, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint John's, 12th May, 1899.

[First published, 13th May, 1899.]

Sheriff.
1780

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L'HONORABLE GEORGE C. V. BUCHANAN**, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME AGNES ELIZABETH O'BRIEN**, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de mariage de William E. Price, du même lieu, et par les présentes dûment autorisée de son dit mari, et le dit William E. Price, pour donner la dite autorisation, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite dame défenderesse, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, composé de la partie nord-ouest de la subdivision numéro trente-sept (37), du lot officiel seize cent soixante-trois (1663), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, et de la partie sud-est de la subdivision numéro trente-huit (38), du dit lot officiel (1663). La dite partie nord-ouest de la dite subdivision trente-sept (37), contenant douze pieds et un demi pouce de largeur sur une profondeur de quatre-vingt quatorze pieds, et la dite partie sud-est de la dite subdivision trente-huit (38), contenant huit pieds sept pouces de largeur sur une profondeur de quatre-vingt quatorze pieds, mesure anglaise, plus ou moins ; borné comme suit ; en front par la rue Saint-Mathieu, en arrière par une ruelle étant la subdivision trente quatre (34), du dit lot officiel (1663), d'un côté au sud-est, par la partie sud-est de la subdivision trente-sept (37), et au nord-ouest par la partie nord-ouest de la dite subdivision trente-huit (38), la propriété des demoiselles Pardy ou représentants, avec le droit de passage dans et sur la dite ruelle en arrière, et dans et sur la subdivision vingt-deux (22), du dit lot officiel (1663), qui a été réservée pour la continuation de l'Avenue Lincoln, et dans toutes autres ruelles qui pourront être ouvertes pour communiquer de la dite ruelle, en arrière, à la rue Saint-Mathieu—en em-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE HONORABLE GEORGE C. V. BUCHANAN**, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME AGNES ELIZABETH O'BRIEN**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by ante-nuptial contract of William E. Price, of the same place, and hereto duly authorized by her said husband, and the said William E. Price, for the purpose of such authorization, Defendant.

Seized as belonging to the said female defendant, the following immovable, to wit :

An emplacement situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, composed of the north western part of subdivision number thirty-seven (37), of official lot sixteen hundred and sixty-three (1663), on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, and of the south-eastern part of subdivision number thirty-eight (38), of the said official lot (1663). The said north western part of said subdivision thirty-seven (37), containing twelve feet one-half inch in width by a depth of ninety-four feet, and the south-eastern part of the said subdivision thirty-eight (38), containing eight feet seven inches in width by a depth of ninety-four feet, english measure, more or less ; bounded as follows : in front by Saint Matthew street, in rear by a lane being subdivision thirty-four (34), of the said official lot (1663), on one side to the south-east by the south eastern part of the said subdivision thirty-seven (37), and to the north west by the north western portion of said subdivision thirty-eight (38), the property of Misses Pardy or representatives—with the right of passage in and upon the said lane in rear, and in and upon the subdivision twenty-two (22), of the said official lot (1663), which has been set apart for the continuation of Lincoln Avenue, and in any other line which may be opened to communicate from said lane, in rear, to Saint Matthew street—with a stone front cottage known as civic number

ble avec un cottage ayant front en pierre connu sous le numéro civique 114, rue Saint-Mathieu, et dont les pignons sont mitoyens, et toutes autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 9 mai 1899. 1769
Première publication, 13 mai 1899.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE STAR IRON COMPANY, LIMITED**, corps politique et dûment incorporé par lettres patentes, sous le grand Sceau du Canada, ayant ses principaux bureaux et place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de T. CHARETTE, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre faisant front sur l'avenue Ouimet, et borné d'un côté par la rue du Collège, dans la ville de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant quarante-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, étant la subdivision numéro cent-huit (No 108), du terrain connu et désigné sous le numéro quatre cent neuf (No 409), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—et sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. A. FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 9 mai 1899. 1767
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **MEDARD DUPUIS**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de ONESIME ROBERT, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, Défendeur.

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, district de Montréal, en la concession Saint-Joseph, contenant cent soixante et sept arpents et quarante-trois perches en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro deux cent quatre (204), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe ; bornée en front par la rivière Saint-Jacques—avec une maison, deux granges, écuries et autres bâtisses dessus construites ;

2° Une autre portion de terre, située au même lieu, contenant quarante-sept arpents et dix perches en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro deux cent huit (208), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe ; bornée en front par la dite rivière Saint-Jacques—avec une grange et autre bâtisse dessus construite ;

3° Une terre sise et située en la côte Saint-Joseph, dans la paroisse de Saint-Philippe, comté de Laprairie, contenant quatre arpents, six perches et sept pieds de front, sur trente arpents de profondeur dans une ligne et trente arpents huit perches et six pieds dans l'autre, formant cent quarante et un arpents et dix perches en superficie ; bornée en front par la rivière Saint-Jacques—avec une maison, deux granges, écuries et autres bâtisses construites ; la dite terre connue et désignée au plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe, sous le numéro deux cent six (206).

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale.

114, Saint Matthew street, of which the gable walls are mitoyen, and all other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock of the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 9th May, 1899. 1770
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE STAR IRON COMPANY, LIMITED**, body politic and duly incorporated by letters patent under the great Seal of Canada, having its chief offices and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of T. CHARETTE, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land fronting on Ouimet avenue, and bounded on one side by the College street, in the town of Saint-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, containing forty-five feet in front by ninety feet in depth, the whole english measure, and more or less, being the subdivision number one hundred and eight (108), of the lot known and designated as number four hundred and nine (409), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent—and without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. A. FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 9th May, 1899. 1768
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **MEDARD DUPUIS**, farmer, of the parish of Saint-Philippe, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ONESIME ROBERT, of the parish of Saint-Philippe, district of Montreal, Defendant.

1. A portion of a land situate in the parish of Saint-Philippe, in the county of Laprairie, district of Montreal, in the Saint-Joseph concession, containing one hundred and sixty-seven arpents and forty-three perches in superficies, more or less, forming lot number two hundred and four (204), of the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint-Philippe ; bounded in front by the river Saint-Jacques, together—with a house, two barns, stables and other buildings thereon erected.

2. Another portion of land situate at the same place, containing forty-seven arpents and ten perches in area, more or less, forming the lot number two hundred and eight (208), of the said official plan and in the book of reference of the said parish of Saint-Philippe ; bounded in front by the said river Saint-Jacques—together, with a barn and another building thereon erected.

3. A land situate in the côte Saint-Joseph, in the parish of Saint-Philippe, county of Laprairie, containing four arpents, six perches and seven feet in front by thirty arpents in depth in one line and thirty arpents eight perches and six feet in the other line, forming one hundred and forty-one arpents and ten perches in area ; bounded in front by the river Saint-Jacques, together—with a house, two barns, stables and other buildings thereon erected ; the said land known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-Philippe, as number two hundred and six (206).

To be sold at the parochial church door of the

siale de la paroisse de Saint-Philippe, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 10 mai 1899. 1791
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Terrebonne.

Montréal, à savoir : } **M**AGLOIRE OUMET, No 21. } entrepreneur, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, Demandeur en garantie ; contre les terres et tenements de DAME OLIVINE STE-MARIE, Défenderesse en garantie, telle que mentionnée et nommée en la cédule "A" annexée au bref en cette cause, dans laquelle cause Louis Napoléon Dupuis, bourgeois, de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, était demandeur ; Magloire Ouimet, de la ville de Saint-Jérôme, dans le dit district, Marie Olivine Ste-Marie, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Louis Barré, de la cité de Montréal, et le dit Joseph Louis Barré, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, étaient défendeurs, et le dit Magloire Ouimet, entrepreneur, de la dite ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur en garantie et la dite Dame Marie Olivine Ste-Marie, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Joseph Louis Barré, de la cité et du district de Montréal, commerçant, et le dit Joseph Louis Barré, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défendeurs en garantie.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse en garantie, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision trente-trois du lot officiel numéro douze (12-33), aux plan et livres de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées, contenant vingt-quatre pieds de front sur la rue Rachel, dans la dite cité de Montréal, par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage en commun dans une ruelle portant le numéro trentesix c (36c), subdivision du dit lot numéro douze (12-36c).

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 10 mai 1899. 1793
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **F**RANÇOIS-XAVIER No 2549. } CHARETTE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JANVIER PLOUFFE, cultivateur du même lieu, Défendeur.

1° Un terrain sis et situé dans la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin public, le dit terrain étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, sous le numéro cinquante et un (51),—avec les bâtisses dessus construites—à distraire du susdit terrain en vertu d'un bail emphytéotique consenti par le dit défendeur Janvier Plouffe à Eusèbe Dion, pardevant maître Joseph Arthur Théoret, notaire, le cinq novembre mil huit cent quatre-vingt-dix, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laval, le vingt-septième jour des mêmes mois et an, pour un terme et espace de temps pas

parish of Saint Philippe, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 10th May, 1899. 1792
[First published, 13th Mai, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Terrebonne.

Montreal, to wit : } **M**AGLOIRE OUMET, con- No 21. } tractor, of the town of Saint Jerome, district of Terrebonne, Plaintiff in warranty ; against the lands and tenements of DAME OLIVINE STE-MBRIE, Defendant in warranty, such as mentioned and set forth in the schedule "A" annexed to the writ in this cause, in which cause Louis Napoleon Dupuis, gentleman, of the town of Saint Jerome, in the district of Terrebonne, was plaintiff, Magloire Ouimet, of the town of Saint Jerome, in the said district, Marie Olivine Ste-Marie, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Louis Barré, of the city of Montreal, and the said Joseph Louis Barré, in so far as need be to authorize his wife hereunto, were defendants, and the said Magloire Ouimet, contractor, of the said town of Saint Jerome, district of Terrebonne, plaintiff in warranty, and the said Dame Marie Olivine Ste-Marie, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Louis Barré, of the city and of the district of Montreal, trader, and the said Joseph Louis Barré, a party hereunto to authorize his said wife for the purposes hereof defendants in warranty.

Seized as belonging to the said defendant in warranty, the following lot, to wit :

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision thirty-three of the official lot number twelve (12-33) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, containing twenty-four feet in front on Rachel street, in the said city of Montreal, by eighty-five feet in depth, more or less, english measure—with right of passage in common in a lane bearing the number thirty-six c (36c), subdivision of said lot number (12-36c).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock of the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 10th May, 1899. 1794
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **F**RANÇOIS XAVIER CHA- No 2549. } RETTE, farmer, of the parish of Saint Martin, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JANVIER PLOUFFE, farmer, of the same place, Defendant.

1. A lot situate and being in the parish of Saint Martin, in the county of Laval, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road, said lot being known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, as number fifty-one (51)—with the buildings thereon erected, reserving from the said lot in virtue by an emphyteutic lease passed by the said defendant Janvier Plouffe to Eusèbe Dion, before Mre Joseph Arthur Théoret, notary, on the fifth of November, one thousand eight hundred and ninety, and registered in the registry office of the county of Laval, on the twenty-seventh day of the same month and year, for a term and space of time not

moindre que dix années et ne devant pas excéder quatre-vingt dix-neuf ans, et ce d'après les intentions des articles 567 et autres relatifs au dit bail emphytéotique du code civil de cette province. Une lisière de terre de un demi arpent de largeur sur un arpent et demi de longueur, mesure française, plus ou moins, sans garantie de mesures précises, tel que contenu dans les limites qu'il possède par les petits piquets ou poteaux qui ont été plantés par les dites parties ; bornée en front par le chemin public, d'un côté par Cyrille Taillefer ou représentant, de l'autre côté et en arrière par le dit défendeur Janvier Plouffe—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un terrain sis et situé dans la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin public et contenant environ dix arpents de terre en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, le dit terrain étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, sous le numéro cinquante-deux (52), —avec les bâtisses dessus construites ;

3° Un terrain sis et situé dans la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin public, et contenant environ dix arpents de terre en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, le dit terrain étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, sous le numéro cinquante-trois (53)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 10 mai 1899. 1795
[Première publication, 13 mai 1899].

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de FRANÇOIS MANDEVILLE, notaire et agent d'immeubles, ci-devant de la paroisse de Saint-Polycarpe, district de Montréal, maintenant de la paroisse de Labelle, dans le district d'Ottawa, en sa qualité de grevé de substitution, et CHARLES BRUCHESI, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la dite substitution créée en vertu d'un acte de donation de François-Xavier Beaudry, en son vivant de la dite cité de Montréal, gentilhomme, devant L. A. Grenier, notaire, le vingt-troisième jour de mars 1885, enregistré dans la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le vingt-sixième jour du même mois, Défendeurs.

Saisi en la possession des dits défendeurs, es-qualité, les immeubles suivants, savoir : 1o La moitié d'un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, district de Montréal, formant le coin des rues Cadieux et de l'Avenue Duluth, le dit lot étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, (paroisse de Montréal,) sous le numéro quatre-vingt-seize (96) ; la dite moitié bornée en front par les rues Cadieux et l'Avenue Duluth, d'un côté sur la rue Cadieux par le lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept (97), et

less than ten years and not to exceed ninety-nine years, and this pursuant to the articles 567 and others relating to the said emphyteutic lease of the civil code of this province. A strip of land of one half arpent in width, by one arpent and a half in length, french measure, more or less, without warranty of precise measurement and such as comprised within the boundaries which it has by little pickets or posts which have been planted by the said parties ; bounded in front by the public road, on one side by Cyrille Taillefer or representative, on the other side and in rear by the said defendant Janvier Plouffe—with the buildings thereon erected.

2. A lot situate in the parish of Saint Martin, in the county of Laval, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road, and containing about ten arpents of land in area, more or less, without warranty of precise measurement, said land being known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, as number fifty-two (52)—with the buildings thereon erected.

3. A land situate in the parish of Saint Martin, in the county of Laval, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road, and containing about ten arpents of land in area, more or less, without guarantee as to the precise measurement, the said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, as number fifty-three (53)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Martin, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 10th May, 1899. 1796
[First published, 13th May, 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montréal, to wit : THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having their chief office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANÇOIS MANDEVILLE, notary and land agent, formerly residing at the parish of Saint Polycarpe, district of Montreal, and now in the parish of Labelle, in the district of Ottawa, in his quality of institute, grevé de substitution, and CHARLES BRUCHESI, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator to said substitution, created under a deed of donation from François-Xavier Beaudry, in his lifetime of the said city of Montreal, gentleman, before L. A. Grenier, notary, on the twenty-third day of March, 1885, registered in the registration division of Hochelaga and Jacques-Cartier, on the twenty-sixth day of same month, Defendants.

Seized in the possession of the said defendants, es-qualité, the following lots, to wit : 1o The half of a lot of land situate and being in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, district of Montreal, forming the corner of Cadieux street and Duluth Avenue ; said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, (parish of Montreal,) as number ninety-six (96) ; street and Duluth Avenue, on one side on Cadieux street by the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, as number ninety-seven

de l'autre côté sur l'Avenue Duluth par l'autre moitié du susdit lot numéro quatre-vingt-seize (96)—avec les bâties de sus construites circonstances et dépendances.

2o Un terrain sis et situé dans la ville d'Outremont, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal; borné en front par le chemin public (Côte Sainte-Catherine), le dit terrain étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, (paroisse de Montréal,) sous le numéro cinquante-sept (57) — avec les bâties de sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 25 avril 1899. 1549
(Première publication du 29 avril (1899) est nulle.)

[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B.)

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, à savoir : } HENRY H. SAIT, des cité
No. 1006. } et district de Montréal.
teneur de livres, Demandeur; contre les terres et
tenements de MARGARET MANSFIELD, du
même lieu, fille majeure et usant de ses droits,
Défenderesse

Un emplacement situé dans la cité de Montréal connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, sous le numéro deux cent vingt et un (No 221), contenant quarante neuf pieds six pouces de largeur sur cent trente et un pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise, formant six mille cinq cent neuf pieds en superficie; borné en front par la rue Chatham—avec les bâties sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le sixième jour d'avril (1899), aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 18 avril 1899. 1443-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } THOMAS C. BULMER,
No 3104. } de la ville de Westmount,
dans le district de Montréal, gentleman, Deman-
deur; contre les terres et tenements de DANIEL
ARCHIBALD HAGGART, de Charlottenburg,
dans le comté de Glengarry, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Westmount; borné en front par l'avenue Victoria, connu et désigné comme subdivision dix-neuf (19), du lot numéro deux cent quinze (No 215), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent trente-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et sans garantie quant à la mesure précise—avec une maison et autres bâties de sus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 avril 1899. 1471-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

(97), and on the other side on Duluth Avenue by the other half of the said lot number ninety-six (96)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot situate and being in the town of Outremont, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal; bounded in front by the public road (Côte Sainte Catherine), the said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, (parish of Montreal,) as number fifty-seven (57)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 25th April, 1899. 1550
(First publication of the 29th April (1899), is null.)

[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B.)

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HENRY H. SAIT, of the
No. 1006. } city and district of Montreal,
book-keeper, Plaintiff; against the lands and
tenements of MARGARET MANSFIELD, of the
same place, fille majeure et usant de ses droits,
Defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, as lot number two hundred and twenty-one (No. 221), containing forty-nine feet six inches in width by one hundred and thirty-one feet six inches in depth, english measure, forming six thousand five hundred and nine feet in superficies; bounded in front by Chatham street—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which should have taken place in the sixth day of April (1899), will take place in my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 18th April, 1899. 1444
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THOMAS C. BULMER, of
No. 3104. } the town of Westmount,
in the district of Montreal, gentleman, Plaintiff;
against the lands and tenements of DANIEL AR-
CHIBALD HAGGART, of Charlottenburg, in the
county of Glengarry, in the province of Ontario,
Defendant.

A lot of land situate in the town of Westmount; bounded in front by Victoria avenue, known and designated as subdivision nineteen (19), of lot number two hundred and fifteen (No. 215), of the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and thirty-five feet in depth, english measure, more or less, and without guarantee as to the precise measurement—together with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th April, 1899. 1472
[First published, 22nd April, 1899.]

gné comme subdivision cent soixante et six (166), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

4° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et sept (167), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

5° Un autre lot de terres sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et huit (168), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 avril 1899.

Shérif.
1473-2

[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH GERMANO, clerc-
No. 2837. } notaire, de la cité et du
district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et
tenements de ROMUALD JARRY, du Sault Saint-
Louis (Caughnawaga), dans le district de Montréal,
Défendeur.

Un emplacement situé dans le village Saint Laurent ; tenant devant, au chemin public, d'un côté au sud à Napoléon Deguire, de l'autre côté à Arthur Gosselin ; derrière à Henri Legault, mesurant trente pieds de front sur cent vingt et un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—ensemble les constructions y élevées ; le dit emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, sous partie du lot No. 243.

Pour être vendu en mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 avril 1899.

Shérif.
1445-2

[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } PIERRE POTVIN, du can-
No. 20. } ton d'Eardley, dans le district d'Ottawa, journalier, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME ANGELE VAILLANT, ci-devant du canton d'Eardley, mais actuellement dans le canton de Masham, dans le district d'Ottawa, veuve de feu Elias alias Leos Boyer, en son vivant cultivateur, du canton d'Eardley, Défendeur, à savoir :

1° Tout ce lot ou morceau de terre composé de la moitié ouest du lot numéro dix-neuf B (19 B), du huitième rang du dit township d'Eardley, d'après le plan officiel et le livre de renvoi du dit canton, le dit morceau de terre contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins ; borné vers le sud par le lot numéro dix-neuf du septième rang, vers le nord

designated as subdivision one hundred and sixty-six (166), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

4. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-seven (167), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

5. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-eight (168), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montréal, 19th April, 1899.

Sheriff.
1474

[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH GERMANO, nota-
No. 2837. } rial student, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ROMUALD JARRY, of Sault Saint Louis (Caughnawaga), in the district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the village of Saint Laurent ; bounded in front by the public road, on one side to the south by Napoléon Deguire, on the other side by Arthur Gosselin ; on rear by Henri Legault, measuring thirty feet in front by one hundred and twenty-one feet in depth, english measure, more or less—together with the buildings thereon : said lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as part of lot No. 243.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office
Montreal, 18th April, 1899.

Sheriff.
1446

[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } PIERRE POTVIN, of the
No. 20. } township of Eardley, in the district of Ottawa, laborer, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ANGELE VAILLANT, formerly of the township of Eardley, but now in the township of Masham, in the district of Ottawa, widow of the late Elias alias Leos Boyer, in his lifetime farmer, of the said township of Eardley, Defendant, to wit :

1. All that lot or piece of land, being the west half of lot number nineteen B (19 B), in the eighth range of the said township of Eardley, according to the official plan and book of reference of the said township, the said piece of land containing fifty acres in superficies, more or less ; bounded in the south by lot number nineteen in the seventh range, to the

par le lot numéro dix-neuf C du neuvième rang, vers l'ouest par les lots numéro vingt A et vingt B, tous deux du dit huitième rang, et vers l'est par l'autre moitié du dit lot numéro dix-neuf B, propriété de Benjamin Poirier—avec une maison et autres bâtisses dessus construites,

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 19 avril 1899. Shérif. 1499-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **PIERRE ANDRÉ POULIOT**, de la ville de Buckingham, district d'Ottawa, charpentier, Demandeur ; contre **JOSIAS D. E. SICARD**, médecin et chirurgien du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit demandeur Pierre André Pouliot, à savoir :

Un certain morceau ou certaine parcelle de terre situé et étant dans la ville de Buckingham, district d'Ottawa, ayant front sur la rue Denis, de cinquante-huit pieds sur environ cent vingt pieds de profondeur, étant et comprenant treize pieds de la partie ouest du lot cadastral numéro deux cent soixante-quatorze, et quarante-cinq pieds de la partie est du lot cadastral numéro deux cent soixante et quinze, suivant le plan et le livre de renvoi officiels du ci-devant village, et maintenant ville de Buckingham—avec deux logements érigés sur la partie ouest du dit lot, aussi avec le droit de passage actuellement existant à l'ouest des dits logements.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 19 avril 1899. Shérif. 1497-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC**, No. 2229. } **contre CAROLINE PERRAULT**, des cité et district de Québec, veuve de Guillaume Cauchon, à savoir :

Le lot No. 707 (sept cent sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Kirouac—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de cinq piastres payable le 29 septembre, à MM. Roch et Paschal Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 10 mai 1899. Shérif. 1787
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ; vs. No. 2033. } **FRANCOIS-XAVIER DUMONT**, des cité et district de Québec, journalier, à savoir :

north by lot number nineteen C in the ninth range to the west by the lots numbers twenty A and twenty B, both of the said eighth range, and to the east by the other half of said lot number nineteen B, the property of Benjamin Poirier—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 19th April, 1899. Sheriff. 1500
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **PIERRE ANDRÉ POULIOT**, No. 483. } of the town of Buckingham, district of Ottawa, carpenter, Plaintiff ; against **JOSIAS D. E. SICARD**, physician, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff Pierre André Pouliot, to wit :

A certain piece or parcel of land situate and lying in the town of Buckingham, district of Ottawa, fronting Denis street, of fifty-eight feet by about one hundred and twenty feet in depth, being and comprising thirteen feet of the west part of cadastral lot number two hundred and seventy-four, and forty-five feet of the east part of cadastral lot number two hundred and seventy-five, according to the plan and book of reference of the former village, now the town of Buckingham,—with the two western tenements erected on said lot, also with the right of way actually existing on the west side of said tenements.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 19th April, 1899. Sheriff. 1498
[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ; No. 2229. } **against CAROLINE PERRAULT**, of the city and district of Québec, widow of Guillaume Cauchon, to wit :

Lot No. 707 (seven hundred and seven), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on Kirouac street—with buildings ; subject to a rent of five dollars payable on the 29th of September, to Messrs Roch and Paschal Boisseau, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SIXTEENTH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 10th May, 1899. Sheriff. 1788
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ; No. 2033. } **against FRANCOIS-XAVIER DUMONT**, of the city and district of Québec, laborer, to wit :

Le lot No 1743 (mille sept cent quarante-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Kirouac—avec bâtisses; sujet à une rente annuelle de six piastres payable le 29 juin, aux Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 10 mai 1899.

Shérif,
1785

[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : { **L** A CITE DE QUEBEC ;
No 1452. { vs EMELIE DROUIN,
des cité et district de Québec, veuve de Jean Dion,
à savoir :

Le lot No 1712 (mille sept cent douze), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-Marguerite—avec bâtisses; sujet à une rente foncière de trois piastres payable le 29 septembre chaque année aux représentants de feu Dame et Sieur Alexis Derousselle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de JUIN prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 10 mai 1899.

Shérif,
1789

[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **D** AME CEDULIE LAM-
No. 272. { BERT, de Saint-Apolli-
linaire, marchande publique, veuve de feu
Isaïe Gingras, et épouse c ntr. ctuellement sé-
parée de biens de Firmin Garneau, de Saint-
Apollinaire, charron, et le dit FIRMIN GAR-
NEAU, mis en cause pour auto iser et assis-
ter sa dite épouse; contre GUILLAUME
MASSE, de Saint-Apollinaire, à savoir :

Le lot No. 483 (quatre cent quatre-vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, étant une terre située dans la concession Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Apollinaire, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du shérif,
Québec, 27 avril 1899.

Shérif,
1611

[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **D** ELPHIS COULOMBE, de
No 1406. { Saint-Edouard de Lotbi-
nière, cultivateur; contre NARCISSE BLAIS, de
Saint-Edouard de Lotbinière, cultivateur, à savoir :

1° Le No 25 (vingt-cinq), du cadastre officiel de

Saint-Edouard de Lotbinière, lot de terre situé concession Saint-Charles—avec bâtisses.
2° La moitié sud-ouest du No 388-1 (trois cent quatre-vingt-huit-un), du cadastre officiel de Saint-Edouard de Lotbinière, lot de terre situé concession Lucieville, de un arpent de front; borné au nord par la concession Juliaville, au sud à la rivière Huron, au nord est à l'autre moitié du dit numéro, et au sud-ouest aux terres non concédées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Lotbinière, le SEIZIEME

Lot No. 1743 (one thousand seven hundred and forty-three), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on Kirouac street—with buildings; subject to an annual rent of six dollars payable to the Hotel Dieu Nuns of Quebec, on the 29th day of June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Quebec, 10th May, 1899.

Sheriff,
1786

[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : { **T** HE CITY OF QUEBEC vs.
No. 1452. { EMILIE DROUIN, of the
city and district of Quebec, widow of Jean Dion,
to wit :

Lot No. 1712 (one thousand seven hundred and twelve), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Sainte Margaret street—with buildings; subject to a ground rent of three dollars, payable on the 29th of September of every year to the representatives of the late Mrs. and Mr. Alexis Derousselle.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Quebec, 10th May, 1899.

Sheriff,
1790

[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : { **D** AME CEDULIE LAMBERT,
No. 272. { of Saint Apollinaire, public
trader, widow of the late Isaïe Gingras, and
wife separated as to property by marriage
contract of Firmin Garneau, of Saint Apol-
linaire, wheelwright, and the said FIRMIN
GARNEAU, a party hereunto to authorize
and assist his said wife; against GUILLAU-
ME MASSE, of Saint Apollinaire, to wit :

Lot No. 488 (four hundred and eighty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, being a land situated in the Sainte Mary's concession—with the build-
ings thereon erected, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the parochial church door of Saint Apollinaire, the THIRTIETH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office,

Quebec, 27th April, 1899.

Sheriff,
1612

[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : { **D** ELPHIS COULOMBE, of
No. 1406. { Saint Edouard de Lotbi-
nière, farmer; against NARCISSE BLAIS, of
Saint Edouard de Lotbinière, farmer, to wit :

1. Lot No. 25 (twenty-five), of the official cadastre, of Saint Edouard de Lotbinière, a lot of land situate in the concession Saint Charles—with buildings.

2. The south west half of No. 388-1 (three hundred and eighty-eight-one), of the official cadastre of Saint Edouard de Lotbinière, a lot of land situate in the concession Lucieville, of one arpent in front; bounded on the north by the Juliaville concession, on the south by the river Huron, on the north east by the other half of the said number, and on the south west by unconceded lands.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edouard de Lotbinière, on the SIX:

jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 13 avril 1899. Shérif. 1387
[Première publication, 15 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 66. } **PIERRE LAMOTHE**, Demandeur; contre **ABRAHAM ALIAS PRIME LEVREAU**, Défendeur.

Une terre et immeuble dont partie est située en la paroisse de Saint-Hughes, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, sur le rang de la rivière, connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hughes, sous les numéros soixante et treize et soixante et quatorze (Nos. 73 et 74), et partie dans la paroisse de Saint-Marcel, comté et district de Richelieu, sur le quatrième rang, formant partie du lot connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Marcel, sous le numéro deux cent quarante-cinq (No 245), contenant deux arpents de front sur sept arpents de profondeur, plus ou moins; borné par un bout à l'ouest au Grand Ruisseau, par l'autre à une ligne divisant le dit terrain de l'autre partie du même numéro, joignant d'un côté au numéro deux cent quarante-quatre, et de l'autre au numéro deux cent quarante-six, et partie du lot numéro deux cent quarante-quatre (No 244), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Marcel, contenant un arpent de largeur sur sept arpents de profondeur; borné par un bout à l'ouest à une ligne visuelle tirée à sept arpents et demie du chemin de front traversant le dit numéro deux cent quarante-quatre sur sa largeur, par l'autre bout à l'est à partie du même numéro à Alphonse Levreau, joignant du côté sud aux terres de la paroisse de Saint-Hughes, du côté nord au numéro deux cent quarante-quatre, à Jean Létourneau—avec les batisses érigées sur le dit immeuble, le tout ne formant qu'une seule exploitation et ne constituant qu'un seul immeuble; à distraire du dit terrain deux arpents et demie à prendre sur le numéro deux cent quarante-quatre vendu avec plus grande étendue à Adolphe Picard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hughes, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 10 mai 1899. Shérif. 1783
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 1619. } **PIERRE GRAVEL** et **AL.**, Demandeurs; vs **N. GREGOIRE**, Défendeur.

Un terrain situé en le village de Saint-Césaire, comté de Rouville, sur la rue Saint-George, de forme irrégulière, et de la contenance d'environ un quart d'arpent en superficie, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du numéro cent soixante et quatre (No 164), sur les plan et dans les livre de renvoi officiels du village de Saint-Césaire; borné au front par la rue Saint-George, en profondeur et du côté sud par le numéro quarante-deux,

TEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 13th April, 1899. Sheriff. 1388
[First published, 15th April, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinth, No. 66. } **PIERRE LAMOTHE**, Plaintiff; against **ABRAHAM ALIAS PRIME LEVREAU**, Defendant.

A farm and lot of land, part of which is situated in the parish of Saint Hugues, Bagot county and district of Saint Hyacinthe, on the river range, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Hugues, as lot numbers seventy-three and seventy-four (Nos. 73 and 74), and part in the parish of Saint Marcel, county and district of Richelieu, forming portion of lot number two hundred and forty five of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Marcel (No. 245), containing two acres in width by seven acres in depth, more or less; bounded at one end to the west by the Grand Ruisseau, at the other end by a line dividing the said lot from the residue of the same number, joining one side to the number two hundred and forty-four, and on the other side to the number two hundred and forty-six, and part of lot number two hundred and forty-four (No. 244), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Marcel, containing one acre in width by seven acres in depth; bounded at one end to the west by a line drawn at a distance of seven acres and a half from the main road, crossing the said number two hundred and forty-four in its width, at the other end to the east by part of the same number, belonging to Alphonse Levreau, joining on the south to the lands of the parish of Saint Hugues, to the north by lot number two hundred and forty-four, belonging to Jean Létourneau—with the buildings erected on the said lot of land and farm, the whole being carried as one farm and constituting but one immoveable; less, however, from said lot, two acres and a half from said number two hundred and forty-four sold with greater extent of land to Adolphe Picard.

To be sold at the door of the parish church of Saint Hugues, the FOURTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 10th May, 1899. Sheriff. 1784
[First published, 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 1619. } **PIERRE GRAVEL** et **AL.**, Plaintiffs; vs. **N. GREGOIRE**, Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint Césaire, Rouville county, on Saint George street, of irregular form and containing about one quarter of an acre in superficies, more or less, known and designated as forming part and portion of lot number one hundred and sixty-four (No. 164) of the official plan and book of reference for the said village of Saint-Césaire; bounded in front by Saint George street, in rear and on the south side by lot

et de l'autre côté au nord par une ruelle faisant partie du dit numéro cent soixante et quatre—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, à Saint-Césaire, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe, 8 mai 1899. 1781
[Première publication, 13 mai 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada, } THE THOS DAVID-
Province de Québec, } SON MANUFAC-
District de St-Hyacinthe. } TURING COMPANY,
No. 146. } LIMITED, Demandeur ;
contre L. O. DEMERS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-George, comté de Bagot, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Liboire, sous les numéros trois cent quatre-vingt-quinze et trois cent quatre-vingt-seize, (Nos. 395 & 396)—avec les bâtisses, le tout ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 19 avril 1899. 1457-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et li-ux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } LUCIEN LEVAS-
No. 334. } SEUR, Deman-
deur ; vs ADELARD GREGOIRE ET AL., conjoin-
tement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Adélar Grégoire, un des défendeurs solidaires, savoir :

1° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse Saint-Maurice, sous le numéro quatre cent trente-sept (437), du rang sud-est de Sainte-Marguerite, en la dite paroisse Saint-Maurice.

2° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse Saint-Maurice, sous le numéro six cent sept (607), du rang nord-ouest de Sainte-Marguerite, en la dite paroisse Saint-Maurice.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice le TREIZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 10 mai 1899. 1797
[Première publication, 13 mai 1899.]

number forty-two, and on the other side, to the north by a lane forming part of said lot number one hundred and sixty-four—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Césaire, at Saint Césaire, on the FOURTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 8th May, 1899. 1782
[First published 13th May, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada, } THE THOS DAVID-
Province of Quebec, } SON MANUFAC-
District of St-Hyacinth. } TURING COMPANY,
No 146. } LIMITED, Plaintiff ;
against L. O. DEMERS, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Liboire, on range Saint George, Bagot county, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Liboire, as lot numbers three hundred and ninety-five and three hundred and ninety-six, (Nos 395 & 396)—with the buildings, the whole carried on as one farm.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 19th April, 1899. 1458
[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } LUCIEN LEVASSEUR,
No. 334. } Plaintiff; vs ADELARD
GREGOIRE, ET AL., jointly and severally, Defendants.

As belonging to Adélar Grégoire, one of the said joint defendants, to wit :

1. The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish Saint Maurice, as number four hundred and thirty-seven (437), of the south-east range of Sainte Marguerite, in the said parish of Saint Maurice.

2. The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Maurice, as number six hundred and seven (607), of the north west range of Sainte Marguerite, in the said parish Saint Maurice.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 10th May, 1899. 1798
[First published, 13th May, 1899.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 4 mai 1899, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix du district d'Arthabaska, savoir : François Théodore Savoie, Joseph Delphis Lacerte, Hon. Napoléon Charles Cormier, Jean-Baptiste Vallée, Charles Edouard Gosselin, N.P., Joseph Zéphirin Triganne, M.D., Benjamin Lambert, Louis Edouard Thibaudeau, Jean-Baptiste Tardif, Joseph Alfred Savoie, de Plessisville; Edouard Lafontaine, Maxime Gamache, Phidime Michaud, Ernest Brassard, Joseph Jutras, Philippe Bourque, Pantaléon Painchaud, de Somerset Sud.

1831

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th of May, 1899, to associate the persons hereinafter named to the commission of the peace for the district of Arthabaska, to wit : François Théodore Savoie, Joseph Delphis Lacerte, Hon. Napoléon Charles Cormier, Jean Baptiste Vallée, Charles Edouard Gosselin, N.P., Joseph Zéphirin Triganne, M.D., Benjamin Lambert, Louis Edouard Thibaudeau, Jean-Baptiste Tardif, Joseph Alfred Savoie, of Plessisville; Edouard Lafontaine, Maxime Gamache, Phidime Michaud, Ernest Brassard, Joseph Jutras, Philippe Bourque, Pantaléon Painchaud, of Somerset South.

1832

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitués en corporation.

Dans le comté de PORTNEUF, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils.

F. G. MIVILLE DECHENE,

Commissaire de l'Agriculture.

Québec, 12 mai 1899.

1825

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Duquesne.

Rang A.

Lots 2, 3, 10 et 26, à P. E. Danjou.

Lot 13, à Léandre Dubé.

Canton Bois.

Lot 2, du 3e rang, à Frs. Gingras.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 13 mai 1899.

1815

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du huitième jour de mai courant, incorporant Max Lewis Schloman, marchand, Henry Schloman, marchand; John Goodenough Lynn, marchand; Robert Thomas Mullin, étudiant en droit; Bernard Rosenfield, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans le but de manufacturer, vendre et faire en général le commerce de chaussures sous le nom de "Lynn Shoe Company", avec un fonds social

Government Notices

AGRICULTURE DEPARTMENT.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of PORTNEUF, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmer's club of the parish of Saint Jean-Baptiste des Ecureuils.

F. G. MIVILLE DECHENE,

Commissioner of Agriculture.

Quebec, 12th May, 1899.

1826

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Duquesne.

Range A.

Lots 2, 3, 10 and 26, to P. E. Danjou.

Lot 13, to Léandre Dubé.

Township Bois.

Lot 2, of 3rd range, to Frs. Gingras.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 13th May, 1899.

1816

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation act", letters patent have been issued under the great Seal of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May instant, incorporating Max Lewis Schloman, merchant, Henry Schloman, merchant, John Goodenough Lynn, merchant, Robert Thomas Mullin, student at law, Bernard Rosenfield, accountant, all of the city and district of Montreal, for the purpose of the manufacture, sale and general dealing in boots and shoes, by the name of "Lynn Shoes Company," with a total capital stock of

de trente mille piastres (\$30,000), divisé en six cents (600) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce neuvième jour de mai 1899.

JOS. BOIVIN,
1829 Assistant-Secrétaire de la province.

thirty thousand dollars (\$30,000), divided into six hundred (600) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this ninth day of May, 1899.

JOS. BOIVIN,
1830 Asst. provincial secretary.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*
No. 4236.

Dame Alexandrina Champagne, a, ce jour, pour-
sui en séparation de biens son époux, André La-
vallée, hôtelier, de la cité de Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 10 mai 1899. 1823

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1056.

Dame Mary Catherine Roach, de la ville de West-
mount, dans le district de Montréal, épouse com-
mune en biens de Charles William Stone, épi-
cier, du même lieu, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles William Stone, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour contre le défendeur.

McCORMICK & CLAXTON,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 3 mai 1899. 1819

Canada, }
Province de Québec. }

Avis public est par le présent donné que, sous un
mois après la dernière publication de cet avis, dans
la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera
faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la
province de Québec, pour obtenir une charte d'in-
corporation par lettres patentes, en vertu des dis-
positions de la loi corporative des compagnies à
fonds social, des statuts révisés de la province de
Québec, incorporant les requérants et telles autres
personnes qui pourront devenir actionnaires de la
compagnie proposée, en corps politique et incorporé,
sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à
savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera
"The Eclipse Acetylene Gas Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est
demandée sont :

(a) De manufacturer et construire des machines
devant servir à la production du gaz acétylène de
corbure calcium, communément connus comme
Générateurs de Gaz Acétylène.

(b) De manufacturer et faire le commerce de
lampes, brûleurs et toutes choses nécessaires pour
luminaire aux moyens du gaz acétylène.

(c) D'acquies par achat, par bail ou par le
paiement de royautés, des patentes protégeant
toutes machines nécessaires pour la production du
gaz acétylène et pour l'éclairage aux moyens
d'icelui.

(d) De manufacturer, acheter et faire le com-
merce de corbure calcium dont est produit le gaz
acétylène.

3° La principale place d'affaires de la compagnie
proposée sera dans la cité de Montréal, dans la
province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compa-
gnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000,000).

5° Le nombre d'actions sera de cinq mille, de dix
piastres (\$10.00) chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions
des requérants, lesquels sont tous sujets anglais,
sont comme suit James William Pyke, marchand ;

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Richelieu } *Superior Court.*
No. 4236.

Dame Alexandrina Champagne has, this day,
sued for separation of property her husband, An-
dré Lavallée, hotel keeper, of the city of Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 10th May, 1899. 1824

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1056.

Dame Mary Catherine Roach, of the town of West-
mount, in the district of Montreal, wife co mmon
as to property of Charles William Stone, grocer,
of the same place, and duly authorized to ester en
justice, Plaintiff ;

vs.

The said Charles William Stone, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted this day against the defendant.

McCORMICK & CLAXTON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd May, 1899. 1820

Canada, }
Province of Quebec. }

Public notice is hereby given that, within one
month after the last publication of this notice in the
Quebec Official Gazette, application will be made to His
Honour the Lieutenant Governor of the province of
Quebec, for a charter of incorporation by letters-
patent, under the provisions of the joint stock com-
panies' incorporation Act, of the revised statutes of
the province of Quebec, incorporating the applicants
and such others as may become shareholders in the
proposed company, a body politic and corporate,
under the name and for the purposes hereinafter
mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company
is "The Eclipse Acetylene Gas Company."

2. The objects for which incorporation is sought
are :

(a) To manufacture and construct machines used
in the production of acetylene gas from calcium
carbide, commonly known as Acetylene Gas Gene-
rators.

(b) To manufacture and deal in lamps, burners
and all appliances necessary for lighting purposes
by means of acetylene gas.

(c) To acquire by purchase, by lease or by the
payment of royalties, patents covering all machinery
necessary for the production of acetylene gas and for
illuminating by means of the same.

(d) To manufacture, purchase and deal in calcium
carbide from which acetylene gas is produced.

3. The chief place of business of the proposed
company is to be in the city of Montreal, in the pro-
vince of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock of
the said company is fifty thousand (\$50,000) dollars.

5. The number of shares is to be five thousand, of
the value of ten (\$10.00) dollars each.

6. The names in full with the addresses and call-
ings of each of the applicants, who are all british
subjects, are as follows : James William Pyke,

Thomas Palmer Howard, gérant ; William Ross, surintendant ; Beaumont Shepherd, gérant, et Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat, tous des cité et district de Montréal, les susdits requérants seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 10 mai 1899. 1803

merchant ; Thomas Palmer Howard, manager ; William Ross, superintendent ; Beaumont Shepherd, manager, and Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate, all of the city and district of Montreal, of whom all of the above named applicants shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Solicitors for applicants.
Montreal, 10th May, 1899. 1804

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re John Lorigan, marchand de meubles, de Montréal, Failli ;

et
Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 31e jour de mai 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1593, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.
Montréal, 10 mai 1899. 1813

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de R. J. Latimer, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection dans mon bureau, Sun Life Building, 1766 rue Notre-Dame, Montréal, jusqu'au 29e jour de mai courant, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN W. ROSS,
Curateur des biens de R. J. Latimer.

Bureau de
G. S. Ross & Sons,
Comptables licenciés.
Montréal, 10 mai 1899. 1821

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Dans l'affaire de H. Griffith, Québec, Failli.
Avis est par le présent donné que H. Griffith, manufacturier de chaussures, de Québec, a, le 8 mai 1899, fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Québec.

GEORGE DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue St. Joseph.
Québec, 12 mai 1899. 1827

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Wallace W. Ruthven, Demandeur ;

vs
Marcellus Gilmour Edson et Walter Hiram Edson, tous deux des cité et district de Montréal, manufacturiers, y faisant affaires comme tels en société sous les noms et raison de M. G. Edson & Company, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que le huitième jour de mai 1899, par ordre de la dite cour, j'ai été nommé curateur des biens des dits défendeurs failli qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi, sous trente jours de cet avis.

W. BARCLAY STEPHENS,
Curateur.

Bureau de "The Western Loan and Trust Co. Ltd".
9, rue Saint-Sacrement, Montréal.
Montréal, 10 mai 1899. 1801

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re John Lorigan, furniture dealer, of Montreal, Insolvent ;

and
Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 31st day of May, 1899, after which date dividends will be payable at my office, No. 1593, Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.
Montreal, 10th May, 1899. 1814

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of R. J. Latimer, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection at my office, Sun Life Building, 1766, Notre-Dame street, Montreal, until the 29th day of May instant, on an after which date the dividends will be payable.

JOHN W. ROSS,
Curator estates R. J. Latimer.

Office of
P. S. Ross & Sons,
Chartered accountants.
Montreal, 10th May, 1899. 1822

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

In the matter of H. Griffith, Québec, Insolvent.
Notice is hereby given that H. Griffith, boot manufacturer, of Québec, has, on the 8th day of May 1899, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, St. Joseph street.
Québec, 12th May, 1899. 1928

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
Wallace W. Ruthven, Plaintiff ;

vs.
Marcellus Gilmour Edson and Walter Hiram Edson, both of city and district of Montreal, manufacturers, carrying on business there as such, in co-partnership under the firm name and style of M. G. Edson & Company, Défendants.

Notice is hereby given that on the 8th day of May, 1899, by order of this court, I was appointed curator to the estate of the said defendants who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

W. BARCLAY STEPHENS,
Curator.
Office of the Western Loan & Trust Co., Ltd.,
9 St. Sacrament street, Montreal.
Montreal, 10th May, 1899. 1802.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re A. L. G. Dugal, Failli.
Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera ouvert aux oppositions jusqu'au 29 mai 1899, après lequel jour le dividende sera payé.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

Bureau : 125, rue St-Pierre.
Québec, 12 mai 1899. 1817

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Wallace W. Ruthven, Demandeur ;
vs.

M. G. Edson & Company, de Montréal, P. Q.,
Défendeurs.

Avis est par le présent donné que les dits défendeurs ont fait ce jour un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

W. BARCLAY STEPHENS,
Député gardien provisoire.

Bureau de The Western
Loan and Trust Co., Ltd.,
9, rue Saint-Sacrement, Montréal.
Montréal, 28 avril, 1899. 1799

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. E. Labrecque, épicier, Montréal.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er juin 1899, après laquelle date le dividende sera payable à nos bureaux.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs-conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 13 mai 1899. 1807

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dame Charlotte McGrail. "T. Kenna & Co."
hôtelière, du village de la Pointe-aux-Trembles,
Qué., Faillie ;
et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31e jour de mai 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.
Montréal, 10 mai 1899. 1811

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Victoria Boucher, (Adolphe Lebeau & Cie), contracteurs, Montréal.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire sur l'immeuble situé au No 465, de la rue Guy, connu sous le nom de "Montreal Collegiate Institute," et sera sujet à objection jusqu'au 1er jour de juin 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,
41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 13 mai 1899. 1809

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
In re A. L. G. Dugal, Insolvent.
A second and final dividend sheet has been prepared and will be opened to objections until the 29th of May, 1899, after which day dividend will be paid.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

Office : 125, Saint Peter street.
Quebec, 12th May, 1899. 1818

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Wallace W. Ruthven, Plaintiff ;
vs.

M. G. Edson & Company, Montreal, P. Q.,
Defendants.

Notice is hereby given that the said defendants have this day made in the prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

W. BARCLAY STEPHENS,
Deputy provisional guardian.

Office of The Western
Loan and Trust Co., Ltd.,
9, Saint Sacrament street, Montreal.
Montreal, 28th April, 1899. 1800

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of J. E. Labrecque, grocer,
Montreal.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 1st June, 1899, after which date dividend will be payable at our office.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint-Curators.

41, Street Railway Building.
Montreal, 13th May, 1899. 1808

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Dame Charlotte McGrail, "T. Kenna & Co."
hotelkeeper, of the village of Pointe aux Trem-
bles, Que., Insolvent ;
and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 31st day of May, 1899, after which date dividend will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator,
1598, Notre Dame street,
Montreal, 10th May, 1899. 1812

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Victoria Boucher, Adolphe Le-
beau & Co., contractors, Montreal.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter on the immovable situate at No. 465, Guy street, and known under the name of the "Montreal Collegiate Institute," and will be subject to object until the 1st of June, 1899, after which date the dividend will be payable at our offices.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

Office of Gagnon & Caron,
41, Street Railway Building.
Montreal, 13th May, 1899. 1810

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No 2367.
 L. N. Mallette, Demandeur ;
 vs.
 Philibert Mallette, Défendeur ;
 et
 Dame Ellen Conroy et al., Opposante ;
 et

The Grand Trunk Railway Company, Opposant.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la cour supérieure, à Montréal, le onze avril (1894) mil huit cent quatre-vingt-quatorze, dans une cause portant le No 2367 des dossiers de la dite cour, et dans laquelle Léon-Napoléon Mallette, officier de la police provinciale de la cité et du district de Montréal, était demandeur ; et Philibert Mallette, journalier, ci-devant de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dans le district de Montréal, et maintenant absent de cette province, et Joseph Perrier, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux biens de Lizzie Walsh, Thomas Walsh et William Walsh, enfants mineurs issus du mariage de John H. Walsh, de la ville de Portland, dans l'Etat du Maine, et de feu Julie Mallette, son épouse, sont défendeurs, ordonnant le dit jugement la licitation des immeubles suivants,—et d'un autre jugement rendu dans la même cause le vingt-et-un avril mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf fixant le cinq juin prochain pour procéder à l'adjudication des dits immeubles, savoir :

1° Un lot de terre situé au village de la Pointe-Claire, et connu sous le numéro (95) quatre-vingt-quinze, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Pointe-Claire—avec bâtisses.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (97) quatre-vingt-dix-sept, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisse.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (98) quatre-vingt-dix-huit, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisse.

4° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (99) quatre-vingt-dix-neuf, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisse. La ligne de division du dit lot No. 99 d'avec les numéros (74 et 76) soixante et quatorze et soixante et seize, des mêmes plan et livre de renvoi officiels devant être telle que déterminée à un plan fait par Ernest Bélanger, arpenteur, le trois septembre 1898, dont copie a été produite en cette cause au greffe de la cour supérieure le dix-sept mars 1899.

5° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro cent (100), des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisse. A distraire du dit lot toute la portion du dit lot No. 100, se trouvant à l'ouest de la clôture maintenant existant à l'est du chemin public qui conduit de la station du chemin de fer du Grand Trunk à la Pointe Claire, au dit village de la Pointe Claire ; la dite parcelle à distraire ayant une superficie totale d'environ trois arpents et trois dixièmes ; bornée la dite partie à distraire, au sud-ouest et au sud par le lot No. 73 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, au nord par le chemin de fer du Grand Trunk, à l'est par le résidu du dit lot numéro cent (100), maintenant vendu, la dite portion ainsi distraite telle que désignée au plan ci-haut mentionné fait par le dit Ernest Bélanger.

6° Un autre lot de terre situé au même lieu et connu sous le numéro (102) cent deux, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses. A distraire cependant du dit lot ce qui a été vendu à la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour l'établissement de son chemin.

7° Un autre lot de terre situé en la paroisse de la

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal, }
 No. 2367.
 L. N. Mallette, Plaintiff ;
 vs.
 Philibert Mallette, Defendant ;
 and
 Dame Ellen Conroy et al., Opposants ;
 and

The Grand Trunk Railway Co., Opposant.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, on the eleventh day of April one thousand eight hundred and ninety-four, in cause bearing the No. 2367 of the records of the said court, and in which Léon Napoléon Mallette, member of the provincial police, of the city and district of Montreal, was plaintiff ; and Philibert Mallette, laborer, heretofore of the parish of Point-Claire, in the district of Montreal, and now absent, and Joseph Perrier, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to Lizzie Walsh, Thomas Walsh and William Walsh, minor children of John H. Walsh, of the city of Portland, State of Maine, and Julie Mallette, his wife, are defendants, said judgment ordering the licitation of the following immovable properties, and also by and in virtue of another judgment in the same cause, on the twenty-first day of April one thousand eight hundred and ninety-nine, fixing the fifth day of June next, as the date of sale of said immovables.

1. A lot of land situate in the village of Point-Claire, and known under number (95) ninety-five, of the official plan and book of reference of said village of Point-Claire—with buildings.

2. Another lot of land situate in the same village, and known under number ninety-seven (97), of the same official plan and book of reference—without buildings.

3. Another lot of land situate in the same place, and known under number (99) ninety-nine, of the same plan and book of reference—with buildings.

4. Another lot of land situate in the same place, and known under number ninety-nine (99), of the same plan and book of reference—without buildings. The line of subdivision between said lot No. 99 and lots (Nos. 74 and 76), number seventy four and seventy six of same plan and book of reference to be according to a plan made by Ernest Bélanger, a copy of which has been filed in the present case at the Prothonotary's office, in the superior court, on the seventeenth of March, 1899.

5. Another lot of land situate in the same place and known under number one hundred (No. 100), of the same official plan and book of reference—without buildings, less all that portion of official lot No. 100, of the village of Pointe-Claire, lying west of a division line fence presently existing on the east side of the public highway, leading from the Point-Claire station of the Grand-Trunk Railway to Point-Claire village, of a total superficies of about three acres and three-tenths ; bounded to the south west and south by official lot No. 73, to the north by the right of way of the Grand-Trunk Railway Company, to the east by the balance of lot No. 100, said portion as designated on the above mentioned plan prepared by Ernest Bélanger.

6. Another lot of land situate in the same place, and known under number one hundred and two (102), of the same official plan and book of reference—without buildings, less what has been sold to Canadian Pacific Railway for its road.

7. Another lot of land situate in the parish of

Pointe-Claire, et connu sous le numéro (38) trente-huit, des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la dite dite paroisse de la Pointe-Claire — sans bâtisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, LUNDI, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX HEURES ET DEMIE du matin, cour tenant, dans la salle d'audience de la dite cour supérieure siégeant comme cour de pratique, dans la cité de Montréal, dit district; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges amendé, déposé au bureau du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la dite vente, et toute opposition afin de conserver devra être déposée au dit bureau du dit protonotaire dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

NAP. CHARBONNEAU,
Avocat du demandeur.

Montréal, 10 mai 1899.

1805

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 19

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : — A Saint-Norbert divers lots de Saint-Christophe, 1004; A Notre-Dame des Anges de Stanbridge divers lots de Saint-Pierre de Veronne, 1004.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1001.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — Quebec Central Railway, 1011.

ASSEMBLÉE SPÉCIALE GÉNÉRALE : — Quebec Central Railway, 1011.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1006; Conseil législatif, 1005.

CERCLE AGRICOLE FORMÉ : — Paroisse Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils, 1031.

ERRATUM : — Labrecque au lieu de Lebrique, 1008.

EXAMENS : — Candidats pour licence de mesureur de bois, 1004.

FAILLIS : — Childs & Fils, 1015; Dme Boucher, 1034; Dme McGrail, 1034; Dugal, 1034; Edson & Coy, 1033; Edson & Coy, 1034; Girard, 1016; Griffith, 1033; Labrecque, 1034; Latimer, 1033; Lorigan, 1033; Marois, 1015; Mignault, 1015; Shindler, 1015; Tremblay, 1015.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie des Sept Iles, 1009; La Cie d'imprimerie des Trois-Rivières, 1011; La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka, 1009; The Eastern Townships Electric Coy, 1008; The Eclipse Acetylene Gas Coy, 1032; The Real Estate Investment Coy, 1010.

LETTRES PATENTES ÉMISES : — Lynn Shoe Coy, 1031.

LICENCE ACCORDÉE : — The Birkbeck Investment Security and Savings Coy, 1011.

LICITATION : — Mallette vs Mallette, 1035.

Pointe-Claire, and known under number thirty-eight: (38), of the official plan and book of reference of the said parish of Pointe-Claire—without build dings.

The said immovables herein above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on MONDAY, the FIFTH day of JUNE next, at HALF-PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the Superior Court, sitting as a practice court, in the city of Montreal, said district; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the amended list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, must be deposited in the office of the said prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be deposited in the office of the said prothonotary within the six days following said adjudication, and in default by the parties to file the said oppositions in the delays above mentioned, they will be foreclosed of the right of so doing.

NAP. CHARBONNEAU,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 10th May, 1899.

1806

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : — To Saint Norbert several lots of Saint Christopher, 1004; To Notre Dame des Anges of Stanbridge several lots of Saint Pierre de Veronne, 1004.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c, 1001.

ANNUAL GENERAL MEETING : — Quebec Central Railway, 1011.

SPECIAL GENERAL MEETING : — Quebec Central Railway, 1011.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notice Respecting the : — Legislative Assembly, 1006; Legislative Council, 1005.

FARMER'S CLUB FORMED : — Parish Saint Jean Baptiste des Ecureuils, 1031.

ERRATUM : — Labrecque instead of Lebrique, 1008.

EXAMINATIONS : — Candidates for licenses as lumber culler, 1004.

INSOLVENTS : — Childs & Fils, 1015; Dme Boucher, 1034; Dme McGrail, 1034; Dugal, 1034; Edson & Coy, 1033; Edson & Coy, 1034; Girard, 1016; Griffith, 1033; Labrecque, 1034; Latimer, 1033; Lorigan, 1033; Marois, 1015; Mignault, 1015; Shindler, 1015; Tremblay, 1015.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — The Seven Islands Coy, 1009; The Three Rivers Printing Coy, 1011; La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka, 1009; The Eastern Townships Electric Coy, 1008; The Eclipse Acetylene Gas Coy, 1032; The Real Estate Investment Coy, 1010.

LETTERS PATENTS GRANTED : — Lynn Shoe Coy, 1031.

LICENSE GRANTED : — The Birkbeck Investment Security and Savings Coy, 1011.

LICITATION : — Mallette vs Mallette, 1035.

MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue, demande de :—Saint-Jean des Piles, 1004.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger en :—Village Saint-Joseph, 1004.

NOMINATIONS :—*Commissaires conjoints des incendies* :—Cité de Montréal, 1002.

Juges de Paix :—Arthabaska, 1031 ; Beauharnois, 1001 ; Montréal, 1002 ; Ottawa, 1001 ; Saguenay, 1001.

Recorders :—Montréal, 1001.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres *pro forma*, 1002.

RATIFICATION :—Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 1017.

RÈGLES DE COUR :—Joseph vs Lebel, 1016 ; Lachapelle vs Dme Chevalier, 1016.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Bergevin vs Langlois, 1012 ; Brisson vs Beaudet, 1012 ; Champagne vs Lavallée, 1032 ; Desautels vs Jacob, 1014 ; Ducharme vs Lamothe, 1014 ; England vs Guillet, 1014 ; Forget vs Fleuront, 1014 ; Gagné vs Saucier, 1015 ; Giasson vs Pelchat, 1013 ; Godin vs St-Germain, 1013 ; Lavigne vs Valiquette, 1013 ; L'Hébreux vs Jalbert, 1012 ; Lloyd vs Lambe, 1014 ; Longpré vs Colletterette, 1013 ; Normandin vs Martin, 1012 ; Sears vs Ray, 1012 ; Vermette vs Parent, 1013.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dame Joly vs Garneau, 1013.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Bois, 1031 ; Chilton, 1003 ; Duquesne, 1031 ; Joly, 1003.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Châteauneuf vs La Cie d'Asbeste de Thetford, 1017.

BEDFORD :—Gouin *et al* vs Lefeuntun *et al*, 1018.

CHICOUTIMI :—Dme Labrie vs Bergeron, 1018.

GASPÉ :—McKenzie vs Deschène, 1019.

IBERVILLE :—Roe *et vir* vs Gamache, 1019.

MONTREAL :—Buchanan vs Dme O'Brien, 1020 ; Bulmer vs Haggart, 1024 ; Charette vs Plouffe, 1022 ; Dupuis vs Robert, 1021 ; Germano vs Jarry, 1026 ; Grothé vs Paquette, 1025 ; Oimet vs Dme Ste-Marie, 1022 ; Sait vs Dlle Mansfield, 1024 ; The Star Iron Coy (Ltd) vs Charette, 1021 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Mandeville, 1023 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Cousineau *et al*, 1025.

OTTAWA :—Potvin vs Vaillant, 1026 ; Pouliot vs Sicard, 1027.

QUEBEC :—Coulombe vs Blais, 1028 ; Dme Lambert vs Masse, 1028 ; La cité de Québec vs Dme Drouin, 1028 ; La cité de Québec vs Dme Perrault, 1027 ; La cité de Québec vs Dumont, 1027.

SAINT-HYACINTHE :—Gravel *et al* vs Grégoire, 1029 ; Lamothe vs Leveau, 1029 ; The Thos Davidson Manufacturing Coy vs Demers, 1030.

TROIS-RIVIÈRES :—Levasseur vs Grégoire *et al*, 1030.

QUEBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté la Reine.

MUNICIPALITY :—Publication in one language only, application of :—Saint Jean des Piles, 1004.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erect in :—Village Saint Joseph, 1004.

APPOINTMENTS :—*Fire joint commissioners* :—City of Montreal, 1002.

Justices of the peace :—Arthabaska, 1031 ; Beauharnois, 1001 ; Montreal, 1002 ; Ottawa, 1001 ; Saguenay, 1001.

Recorders :—Montreal, 1001.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked *pro forma*, 1002.

RATIFICATION :—Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 1017.

RULES OF COURT :—Joseph vs Lebel, 1016 ; Lachapelle vs Dme Chevalier, 1016.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Bergevin vs Langlois, 1012 ; Brisson vs Beaudet, 1012 ; Champagne vs Lavallée, 1032 ; Desautels vs Jacob, 1014 ; Ducharme vs Lamothe, 1014 ; England vs Guillet, 1014 ; Forget vs Fleuront, 1014 ; Gagné vs Saucier, 1015 ; Giasson vs Pelchat, 1013 ; Godin vs St. Germain, 1013 ; Lavigne vs Valiquette, 1013 ; L'Hébreux vs Jalbert, 1012 ; Lloyd vs Lambe, 1014 ; Longpré vs Colletterette, 1013 ; Normandin vs Martin, 1012 ; Sears vs Ray, 1012 ; Vermette vs Parent, 1013.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dame Joly vs Garneau, 1013.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Bois, 1031 ; Chilton, 1003 ; Duquesne, 1031 ; Joly, 1003.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Châteauneuf vs The Thetford Asbestos Coy, 1017.

BEDFORD :—Gouin *et al* vs Lefeuntun *et al*, 1018.

CHICOUTIMI :—Dme Labrie vs Bergeron, 1018.

GASPÉ :—McKenzie vs Deschène, 1019.

IBERVILLE :—Roe *et vir* vs Gamache, 1019.

MONTREAL :—Buchanan vs Dme O'Brien, 1020 ; Bulmer vs Haggart, 1024 ; Charette vs Plouffe, 1022 ; Dupuis vs Robert, 1021 ; Germano vs Jarry, 1026 ; Grothé vs Paquette, 1025 ; Oimet vs Dme Ste Marie, 1022 ; Sait vs Dlle Mansfield, 1024 ; The Star Iron Coy (Ltd) vs Charette, 1021 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Mandeville, 1023 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Cousineau *et al*, 1025.

OTTAWA :—Potvin vs Vaillant, 1026 ; Pouliot vs Sicard, 1027.

QUEBEC :—Coulombe vs Blais, 1028 ; Dme Lambert vs Masse, 1028 ; The city of Quebec vs Dme Drouin, 1028 ; The city of Quebec vs Dme Perrault, 1027 ; The city of Quebec vs Dumont, 1027.

SAINT HYACINTH :—Gravel *et al* vs Grégoire, 1029 ; Lamothe vs Leveau, 1029 ; The Thos Davidson Manufacturing Coy vs Demers, 1030.

THREE RIVERS :—Levasseur vs Grégoire *et al*, 1030.

QUEBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.

